

***l'Anti*capitaliste**

n°297 | 9 juillet 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



CONTRE L'AUSTÉRITÉ, OUVRONS LA BRÈCHE

Dossier
**Le polar
rouge**

pages 6 et 7



ÉDITO
Leur faillite
Page 2

PREMIER PLAN
**Tunisie: après l'attentat
terroriste, un pays sous le choc**
Page 2



ACTU SOCIALE
MigrantEs: «aux yeux de tous»
Page 8

LIBRE EXPRESSION
**Entretien avec Antonis Ntavanellos
(DEA/Syriza) sur la situation en Grèce**
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Leur faillite

Lundi, au lendemain du Non massif des Grecs au nouveau diktat de la troïka, Hollande et Angela Merkel n'ont pas eu le moindre geste à l'égard des classes populaires grecques... si ce n'est d'afficher leur mépris.

« La porte est ouverte aux discussions avec la Grèce », dit Hollande, mais c'est Tsipras qui doit faire des « propositions sérieuses ». « Il y a urgence pour la Grèce, urgence pour l'Europe. L'Europe n'est pas qu'une construction financière... » Et Merkel d'en rajouter : « Nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité. Il faut que chaque pays assume sa responsabilité et fasse preuve de solidarité. » Solidarité ? De quoi parlent-ils ?

Par leur agression, Hollande et Merkel cherchent à masquer leur propre faillite politique, celle de la classe capitaliste dont ils servent les intérêts, et celle de cette Europe qui pille les peuples pour que vivent les profits. Car, oui, leur Europe n'est bien qu'une construction financière, un accord entre brigands capitalistes, et leur solidarité, c'est celle des classes dominantes contre les travailleurs et les classes populaires.

Ils font la politique de leurs commanditaires, les grands financiers, sans oublier aussi la bourgeoisie grecque qui défendait le Oui. Cette dernière a bénéficié des largesses de cette Europe capitaliste depuis l'adhésion de la Grèce il y a 35 ans, et depuis qu'elle a rejoint la zone euro, truquant les comptes de l'État avec la complicité d'une des plus grandes banques mondiales, la Goldman Sachs. C'est aux financiers, à la bourgeoisie grecque, de payer la dette.

Aujourd'hui, il ne manque pas de mauvais conseillers comme le Front national pour inviter les Grecs à se replier sur leurs frontières, à retourner à leur ancienne monnaie, la drachme. Mais le repli national n'empêchera pas les usuriers de la Grèce d'exiger leurs intérêts, et l'État et la bourgeoisie grecs de faire payer les classes populaires.

À travers la crise grecque et celle de leur Europe de la libre concurrence, c'est une crise plus profonde qui se manifeste, celle de la domination de l'oligarchie financière, du capitalisme. La réponse est dans la solidarité par-delà les frontières : pour en finir avec la dette et la dictature des banques et des multinationales, construire une autre Europe, celle de la solidarité des travailleurs et des peuples.

À la Une

Le peuple grec montre la voie Contre l'austérité, ouvrons la brèche

Les résultats du référendum de dimanche ont été pour chacunE une superbe et double surprise. On attendait un résultat très serré, avec une possible victoire du Oui de la réaction, mais la victoire du Non s'est révélée triomphale : 61,3 %, avec une participation semblable à tous les scrutins. Et surtout, les résultats ont montré le caractère populaire et de classe du vote.

C'est une défaite totale pour la réaction : toutes les régions ont voté pour le Non, avec des scores allant de 57,3 % pour le Péloponnèse jusqu'à 70 % pour la Crète (59,7 % en Attique). Toutes les grandes villes ont voté Non, les villes ouvrières souvent à plus de 70 % : les banlieues industrielles (Aspropyrgos : 79,2 %) ou les villes de province (Volos : 69 %, la Canée : 73,9 %), sans oublier des îles pour vos vacances militantes (Corfou : 71,2 %, Icaria : 79,5 %) ! À l'inverse, les banlieues très riches ont voté massivement Oui : Kifissia 60,6 %, Psychico 71,2 %... Un vote de classe exemplaire... auquel il faut évidemment donner un prolongement de classe !

Une campagne de haine et de panique

Jusqu'au bout le résultat était incertain : le risque du Oui était très fort en raison des hésitations de la direction de Syriza, mais surtout d'une campagne de haine et de panique jamais vue jusqu'ici. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette victoire. D'abord un probable effet boomerang : la bourgeoisie grecque (et européenne) a mené une véritable guerre civile médiatique, en lien étroit avec la troïka et les médias européens. Banques fermées par l'Union européenne, avec caméras filmant les files devant les distributeurs, chantage à l'emploi des patrons pour que leurs employéEs votent Oui, chaînes de télévision privées continuant la campagne

la veille du scrutin, spots télévisés au coût faramineux en faveur du Oui, discours de peur de la droite et du Pasok sur « le jour d'après »... Il est donc quasi sûr – et c'est un événement considérable – que

prise de position en faveur du Non d'un ancien dirigeant mais toujours membre, Kalamatianos, a eu semblé-t-il un fort écho dans le parti. On peut espérer des suites face au crétinisme sectaire de la direction.



À Thessalonique dimanche soir. DR

la population a justement pris conscience de la guerre menée contre elle. Ainsi une équipe de télévision a été chassée par les gens faisant la queue, la morgue d'un « journaliste » anti-syndical comme Yannis Pretenderis (celui qui dans le Monde parle de Tsipras, le « pauvre type qui nous gouverne ») a créé une répulsion de classe... Bref la prise de conscience s'est faite sur ce qui nous attendait si le Oui l'emportait ! À gauche, le KKE, qui pèse entre 4 et 6 %, a été désavoué, sauf à de rares exceptions locales, dans sa consigne de double Non, des bulletins comptabilisés comme nuls faisant le jeu de la bourgeoisie. Une

Un Non contre l'austérité, pour la rupture

La raison principale de la victoire réside dans la campagne pour le Non. Alors que les hésitations de la direction de Syriza jusqu'au jeudi soir (des dirigeants s'exprimant pour reporter le référendum, Tsipras continuant à proposer un accord de dernière minute) pesaient contre une mobilisation de masse, des équipes de Syriza et surtout l'engagement actif d'Antarsya et d'autres forces (dont des anarchistes pour voter Non !) ont permis une mobilisation populaire dans les quartiers. Antarsya a mené des actions de masse (avec une très grosse manifestation le

2 juillet, l'occupation des bureaux de l'Union européenne...). Alors que les hésitations de la direction de Syriza nécessitaient une campagne de masse dynamique, ce sont les forces regroupées autour d'Antarsya qui ont été à l'initiative, et non la gauche de Syriza. Enfin, les énormes rassemblements du vendredi 3 juillet ont joué un rôle crucial dans l'affirmation du mouvement populaire pour un Non, dont le sens n'est pas un chèque en blanc aux négociations, mais clairement un refus de l'austérité, et cela non seulement à Athènes, mais dans bien d'autres villes. Soulignons aussi le basculement de la paysannerie sur le Non, et l'invisibilité des nazis de Aube dorée (qui appelait à voter Non) dans la campagne. Un fait important pour la suite.

Une fois la victoire passée, le risque est aujourd'hui bien présent. Alors que ce vote est un mandat pour aller vers la rupture avec des partis bourgeois défaits, la direction de Syriza a joué dès dimanche soir la petite musique de l'union nationale, prolongée ce lundi dans une rencontre des chefs de partis pour des propositions « réalistes » à soumettre à Bruxelles. Au contraire, face à l'intransigeance bourgeoise réaffirmée, c'est la rupture qu'il faut clairement engager, ce qui exige un très fort mouvement de soutien populaire dans les autres pays européens !

D'Athènes, A. Sartzekis

Voir aussi l'édito sur cette même page, l'article sur Hollande et la Grèce en page 3 et l'interview de Antonis Ntavanellos du DEA/Syriza en page 12.

TUNISIE

Après l'attentat terroriste, un pays sous le choc

Le 26 juin, la Tunisie a été frappée une seconde fois¹ par un attentat terroriste qui a coûté la vie à 38 personnes. Ces deux opérations terroristes mettent à nu de graves défaillances au niveau des services de sécurité tunisiens. Leurs impacts sur l'ensemble de la société, plus particulièrement sur les conditions de vie des classes populaires, seront, très probablement, lourds de conséquences.

En effet, la cible est à nouveau le secteur touristique, gros pourvoyeur d'emplois et de ressources pour une partie de la population, certaines municipalités et l'État.

En grande majorité européens, les millions de touristes qui visitent la Tunisie depuis plus de quarante ans ont par ailleurs enrichi la culture locale, par un apport de diversité et de tolérance, aux antipodes de

l'idéologie du terrorisme djihadiste. Les commanditaires des deux opérations cherchent aussi à saper le moral des Tunisiens, qui sont le meilleur rempart contre la volonté djihadiste de déstabiliser la société.

La raison principale des défaillances sécuritaires graves du ministère de l'Intérieur est, sans aucun doute, le choc qu'il a subi à la suite de l'ascension au pouvoir des islamistes en janvier 2012. Ces derniers ont cherché à s'approprier ce ministère, ou du moins à en contrôler les principaux services, pour garantir leur maintien au pouvoir et pour faciliter l'application de leur projet totalitaire d'islamisation de la société.

Malgré la démission de leur gouvernement en janvier 2014, puis leur défaite aux élections de fin 2014, ils ont maintenu leurs positions au sein de l'appareil sécuritaire, aussi bien par le biais des milliers de nouvelles recrues islamistes, que par la nomination de ministres de l'Intérieur islamistes, ou pro-islamistes notoires.

Mouvement social contre gouvernement néolibéral

Les deux attentats se sont produits à

BIEN DIT

La condescendance dont font preuve de bien trop nombreux commentateurs vis-à-vis tant du gouvernement que du peuple grec est insupportable. Elle illustre bien l'état d'esprit des représentants des forces de l'argent et de la « bien-pensance » qui ne supportent pas que les Grecs ne partagent pas les dogmes de l'orthodoxie financière dominante.

Le comédien PHILIPPE TORRETON interviewé dans l'Humanité du vendredi 3 juillet

Un monde à changer

AVANCÉES LÉGALES ET AGRESSIONS AU QUOTIDIEN. Le 26 juin dernier, la Cour suprême a légalisé le mariage gay partout aux États-Unis, mais les discriminations continuent dans des commerces ou sur les lieux de travail : moins de la moitié des États disposent à ce jour de lois protégeant les victimes de discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Ainsi, le propriétaire d'une quincaillerie du Tennessee a le droit d'afficher une pancarte « *Interdit aux homosexuels* ». Par ailleurs, les cas de pertes d'emploi ne sont pas rares. Pour indispensables qu'elles soient, les avancées légales ont donc leurs limites. D'autant que, partout dans le monde, lois ou pas, agressions et violences sont toujours d'actualité. Ainsi ce qui est arrivé à la nageuse Mélanie Hénique, médaillée de bronze sur 50 m papillon aux championnats du monde de 2011. Alors qu'elle sortait d'un restaurant d'Amiens, quatre hommes l'ont rouée de coups : « *J'étais avec deux amies... et on sortait*

d'un restaurant. Quatre mecs nous regardaient, ils nous ont demandé des cigarettes, mais je sentais que ce n'était pas que pour ça. On allait repartir mais ils ont commencé à nous insulter et tout s'est enchaîné très vite. Un des gars nous a bloquées, je n'ai rien vu venir, le mec m'a frappée... » Même s'il n'y a pas besoin d'être sportif(ve) pour se faire agresser, il est intéressant d'y regarder de plus près. On ne dispose pas de données françaises, au moins récentes, mais une étude australienne réalisée en 2015 dans les milieux sportifs montre que 27% des homosexuels hommes et 17% des lesbiennes déclarent avoir reçu des menaces verbales. 19% des hommes ont été agressés physiquement et 9% des femmes. 85% ont par ailleurs déjà été insultés sur le terrain. « *De nombreuses autres se sentent obligées de taire leur préférences sexuelles pour continuer à pratiquer le sport qu'elles aiment, surveillant chacune de leurs paroles* », explique Caroline Symons, spécialiste de cette question à l'université Victoria de Melbourne.

HOLLANDE ET LA GRÈCE

L'austérité à visage humain...

Selon les commentateurs avisés, par ailleurs grands avocats de l'austérité, dans la tentative de coup d'État financier contre le peuple grec et son gouvernement, la chancelière allemande, Angela Merkel, serait aux avant-postes de l'intransigeance, et le président français, François Hollande, jouerait un rôle plus modéré voire même conciliant... La réalité est pourtant bien différente de ce conte pour enfants.

Certes, François Hollande n'a pas enfonché le char d'assaut de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, qui répand sa haine de classe contre « *la politique irresponsable* » de Syriza : « *donner raison à M. Tsipras reviendrait à déjuger tous les gouvernements européens qui ont fait le choix de la raison* » (le Monde du 1^{er} juillet). Il est difficile d'être plus clair : s'opposer à la politique néolibérale et à ses effets dramatiques ne peut être qu'au minimum déraisonnable pour ne pas dire de la folie...

« Responsables » et coupables !

Tous les responsables français, à quelque niveau de pouvoir qu'ils soient, sont engagés dans une même entreprise : faire renoncer le peuple grec, lui faire admettre qu'il n'y pas d'autre politique possible que celle de la troïka. C'est le cas du commissaire européen Pierre Moscovici et du ministre des Finances Michel Sapin, se répandant tous deux dans les médias pour expliquer que c'est un devoir moral de payer ses dettes... Dans *Libération* du 2 juillet, le porte-parole du gouvernement, Stéphane



Garde tes amis près de toi et tes ennemis plus près encore... DR

Le Foll, nous refaisait pour la énième fois le coup de la différence entre la « gauche » de gouvernement et la gauche utopiste : « *Quand on est à la tête d'un pays et de gauche, on a des responsabilités. On ne peut avancer avec des œillères et mener nos partenaires dans l'impasse.* » Effectivement, la politique du gouvernement Hollande-Valls en est une brillante illustration... Elle se chiffre en centaines de milliards pour le patronat : 50 milliards au

titre du Pacte dit de « responsabilité et de solidarité », 33 milliards depuis 2013 au titre du Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi, auxquels il faut ajouter les quelques 30 milliards annuels d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat. Dans ces conditions, que représentent les 42 milliards de la dette grecque ? D'autant plus que cette somme est devenue une dette « publique » par le rachat des dettes privées des banques.

En application du principe de la privatisation des profits et de la collectivisation des pertes, le gouvernement français campe droit dans ses bottes concernant l'obligation de respecter les règles néolibérales et la mise en pièces des conquêtes sociales. Moralité : on conduit une politique de droite comme l'illustre la loi Macron, et on force les Grecs à payer une dette dont ils n'ont pas reçu le moindre euro.

Le grain de sable

Dans un communiqué du 30 juin, le gouvernement Hollande-Valls considère que « *la Grèce a décidé d'interrompre les négociations.* » Il y a de quoi s'étrangler quand on connaît la signification du mot « négociation » pour les institutions européennes et le FMI. Pour ces gens-là, cela consiste à refuser catégoriquement les propositions du gouvernement grec jusqu'au moment où, fatigué, sous pression, ce dernier acceptera de capituler. Le communiqué gouvernemental valide cette démarche : « *la solidarité est toujours possible quand la responsabilité est là, et c'est cette idée de l'Europe que la France continuera à faire prévaloir.* » Traduit en langage populaire : quel que soit le résultat du référendum, on ne changera rien !

Mais le Non franc et massif du peuple grec à l'austérité permanente ébranle les champions du néolibéralisme et des pratiques antidémocratiques. Un élément nouveau, le grain de sable susceptible d'enrayer la machine si chère à François Hollande et à Angela Merkel.

Émile Fabrol

Le chiffre - 30%

C'est le recul de la bourse de Shanghai ces trois dernières semaines, après une envolée de 150% en un an, dopée par l'endettement et déconnectée de l'économie réelle. Plus de 2300 milliards de dollars de capitalisation boursière se sont ainsi volatilisés en moins de 10 jours... La direction chinoise a ouvert la porte à la spéculation. Bourse, immobilier, banques « de l'ombre », la probabilité d'un krach financier est en train de monter.



Agenda

Samedi 11 et dimanche 12 juillet, rassemblement, Notre-Dame-des-Landes. Programme et informations : <http://www.notredamedeslandes2015.org>

Du dimanche 26 juillet au samedi 1^{er} août, les Rencontres internationales de jeunes, Belgique. Programme : <http://www.npa2009.org/agir/recontres-internationales-de-jeunes-2015-le-programme>. Plus d'infos : contact-jeunes@npa2009.org

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 7^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Plus d'infos et inscription en ligne : <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015>



NO COMMENT

Le Front national n'est que le visage d'un populisme. Il est, toutes choses égales par ailleurs, une forme de Syriza à la française, d'extrême droite.

EMMANUEL MACRON, dans une interview au journal *la Provence* le lundi 6 juillet 2015



Une police largement déployée... DR

un moment où le mouvement social était en pleine effervescence. Le premier semestre 2015 a en effet connu un mouvement de grèves sans précédent, engageant des centaines de milliers de travailleurs, surtout dans la fonction publique. Parallèlement,

le bassin minier était secoué par une énième révolte, pour protester contre la misère et le chômage qu'il récolte en contrepartie des richesses qu'il produit. La région frontalière avec la Lybie était par ailleurs traversée par des mini-soulèvements répétés,

qui mettaient en branle des masses déshéritées.

En face, un gouvernement quadripartite, associant notamment les deux partis qui sont arrivés premiers lors des élections législatives d'octobre 2014 (Nidaa Tounes et Ennahdha), un gouvernement velléitaire et sans programme, se contentant d'appliquer sagement des politiques néolibérales dictées de l'étranger. Ces politiques sont incapables de stopper la dégringolade économique, de soulager la souffrance sociale dans laquelle est plongée la majeure partie de la population et de redonner espoir aux Tunisiens.

L'impasse sociale et politique

La société tunisienne est actuellement dans un état de choc. Le mois de jeûne du Ramadan conjugué à la chaleur de l'été, la cherté de la vie, les menaces djihadistes et l'absence d'alternative sont autant de facteurs qui pèsent

lourd sur les épaules des Tunisiens. L'impasse sociale et politique persiste et pèse sur le moral général.

Aucune force politique n'émerge actuellement du lot avec un projet d'avenir, un programme et un guide d'action pour réaliser les revendications de la révolution. Pourtant, jamais en Tunisie le désir de changement et la volonté manifeste de le réaliser n'ont été si massivement partagés et si puissamment exprimés. La révolution n'a pas encore réussi à changer le système dominant, mais elle a déjà permis la transformation du peuple qui le subit. C'est cela le vrai atout pour l'avenir.

De Tunis, Fathi Chamkhi?

1- L'attentat survenu au Bardo le 18 mars a causé la mort de 24 personnes.

2- Militant de RAID (Attac & CADTM) et de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), Fathi Chamkhi est député du Front populaire à l'Assemblée des représentants du peuple.

Version longue de ce texte sur le site du NPA.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRONT NATIONAL

L'introuvable
crédibilité
économique...

Bruxelles ou la France, le faux choix du FN... DR

Il voudrait à tout prix faire monter le parti néofasciste français qu'il ne s'y prendrait pas autrement... Les scandaleux propos de Macron, mettant dans le même sac le FN et Syriza (voir notre rubrique *No comment* en page 3), sont une tentative délibérée de créer la confusion politique.

Cette confusion a nécessairement pour effet de diaboliser la politique de Syriza, mais renforce aussi la « dédiabolisation » et la banalisation activement recherchées par le FN. Totalement infondée, la comparaison de Macron ne peut que créer des sympathies pour le FN dans les classes populaires, et accréditer l'idée qu'il constitue une vraie alternative.

Bien évidemment, le FN participe à ce brouillage politico-idéologique. Contribuant à la confusion ambiante dont il pourrait être le principal bénéficiaire, il se réclame bruyamment du résultat du vote du peuple grec au référendum du dimanche 5 juillet. Ainsi Florian Philippot, le vice-président du FN, réagissant au vote du peuple grec : « C'est le début de la fin de la zone euro, on a démontré que l'Union européenne n'est pas irréversible, et c'est la première fois dans l'histoire que cette machine infernale trouve un peuple face à elle soutenue par un gouvernement, pour le plus grand bonheur des peuples. »

Or, à l'évidence – et quoi qu'on en pense par ailleurs, le débat à gauche sur l'attitude vis-à-vis de l'euro étant ouvert –, ce n'est pas le sens que Syriza souhaitait donner au référendum organisé par le gouvernement Tsipras. Jusqu'ici, la majorité de Syriza (bien que le débat contradictoire sur l'euro existe dans ses rangs!) ne souhaite ni sortir de l'euro ni de l'Union européenne, mais milite pour une autre politique à l'échelle européenne. Et même si une telle position devenait majoritaire à gauche, ce ne serait assurément pas sur les mêmes bases que celles de l'extrême droite, qui combat l'Union européenne parce qu'elle est hostile au principe « supra-national » lui-même.

Sortir ou pas de l'euro?

Cette question de la sortie de l'euro demeure cependant celle où le FN rencontre encore les difficultés les plus importantes avec une partie de son propre électorat (et avec ses électeurs potentiels). Dans les couches moyennes, chez les petits patrons, chez les retraités plus ou moins aisés, certains partagent les « valeurs » réactionnaires du FN... mais s'inquiètent pour leurs avoirs en banques ou leurs pensions en cas de retour à une monnaie nationale. D'autres partis d'extrême droite en Europe rencontrent des problèmes similaires, ce qui a par exemple conduit la Ligue du Nord en Italie à certaines contorsions... pour finir par condamner le référendum grec.

Cherchant à pallier la faiblesse de sa « crédibilité » économique du point de vue patronal, le FN a commencé à développer ses propres réseaux patronaux. C'est surtout autour de Marion Maréchal-Le Pen, la jeune députée du Vaucluse, que cette construction se cristallise. Cela alors que Marine Le Pen et Philippot avaient ces dernières années axé leurs discours essentiellement sur une démagogie sociale à tonalité antilibérale.

Jeudi 2 juillet, France 2 a présenté un reportage montrant une réunion comptant une centaine d'invités – patronaux et pro-FN – dans le jardin d'une discothèque à Lyon : « Des patrons qui s'affichent au FN, une nouveauté »... La chaîne rappelait que 7% des candidats aux départementales de mars 2015 avaient le statut de chef d'entreprise... contre 4% à l'UDI, 3% à l'UMP et 1% au PS. Mais la sortie de l'euro reste toujours un sujet de controverse entre le parti et la majorité du patronat.

Bertold du Ryon

HOLLANDE EN AFRIQUE **Dans les pas de Pasqua**

Hollande avait une bonne excuse pour sécher les obsèques de Pasqua : il lui rendait hommage en relançant la politique de la « Françafrique » dans laquelle Pasqua s'est si brillamment illustré...

Le jour des obsèques, le président de la République terminait donc son « déplacement » africain : une visite express de trois jours dans trois pays. Ceux-ci ne faisaient certes pas partie de l'empire colonial de l'ex puissance impérialiste française, mais ils comptent aux yeux de la puissance en perte de vitesse que préside Hollande, une France qui veut afficher les attributs d'une puissance du 21^e siècle.

Pour l'occasion, le président Hollande a donc mis de côté les principes affichés par le candidat Hollande en 2012 quant aux rapports avec les pays d'Afrique : en finir avec « ces rapports de domination, d'influence et d'affairisme », faire confiance aux Africains « pour régler les questions qui les concernent directement ». Bref faire « pragmatique »... « Ça ne fonctionne pas comme ça en Afrique. Refuser la diplomatie parallèle et la camaraderie, c'est une erreur », aurait déploré le proche d'un chef d'État de l'Afrique centrale cité par *Jeune Afrique*. Hollande a donc repris son bâton de pèlerin pour, d'un coup de Falcon bourré de chefs de moyennes et grandes entreprises françaises, faire son petit tour. « La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'État », disait Pasqua en février 1987.

Les bons amis de l'État français...

Avant de retrouver deux vieilles connaissances de Pasqua, José Eduardo dos Santo, au pouvoir en Angola depuis 35 ans, et Paul Biya qui ne dirige le Cameroun « que » depuis 32 ans, Hollande a fait une halte au Bénin.



Au forum, on affiche le sponsor... DR

« Les visites de présidents français au Bénin sont aussi rares que la pluie en harmattan », a écrit un quotidien béninois, vu que le Bénin n'est ni un pays qui compte en Afrique ni une source de matières premières très recherchées. Un pays gouverné par un président particulièrement corrompu et peu porté sur le respect des droits de l'homme. Hasard, cette visite se produit deux semaines après la nomination de Lionel Zinsou au poste de Premier ministre, un haut fonctionnaire français... ancienne plume de Laurent Fabius, et surnommé le « bras néocolonial » de la France. Nouvelles méthodes on vous dit!

De ses intérêts économiques...

En Angola, si la brouille de José Eduardo dos Santo avec l'État français durait depuis les ventes d'armes de l'Angolagate en 1994, dans lequel trempait un certain Pasqua, il n'y a jamais eu d'embrouille avec Total.

Deuxième producteur pétrolier d'Afrique subsaharienne, l'Angola représente 10% de l'extraction pétrolière de Total qui y réalise un tiers de l'exploitation du pays. Total est d'ailleurs considéré comme le véritable « ambassadeur de France » à Luanda. Comme quoi pouvoir économique et politique sont vraiment interchangeables.

L'Angola, l'un des pays les plus inégalitaires d'Afrique, était la cible des chefs d'entreprise embarqués par Hollande pour participer à un Forum économique franco-angolais. Un vrai rêve-cœur pour eux de ne pas profiter d'un pays, deuxième producteur mondial de diamants, doté d'une croissance prévue de 8,8% pour 2015 (en recul par rapport aux 17% de croissance de la période 2003-2008). Il s'agit donc de profiter du ralentissement des entreprises chinoises et brésiliennes pour arracher quelques miettes au bénéfice des entreprises françaises. Le

contrat de Hollande a été rempli : un contrat de gestion de 50 hôtels (6200 chambres) pour Accor, 200 millions pour la construction de passerelles à Eiffage, et même quelques bricoles de matériel militaire pour tourner vraiment la page de l'Angolagate.

Et de ses ambitions géostratégiques

Au Cameroun, Paul Biya en est à son 6^e mandat présidentiel. Depuis le lancement de l'opération Épervier, au nom de la lutte contre la corruption, il a envoyé en prison une brochette d'anciens ministres et intellectuels qui rechignaient contre son népotisme, dont des intellectuels et avocats français, ce qui lui valait depuis 1999 un froid persistant avec les gouvernements français.

Mais depuis ses interventions au Mali et en République Centrafricaine, Hollande, qui se voit en chef de guerre contre les différents groupes intégristes sévissant dans la région, cherche des points d'appui et des relais. Le Cameroun en était potentiellement un, surtout depuis qu'il était devenu en 2013 la cible du groupe nigérian Boko Haram qui déstabilise la région. Il aura fallu deux ans à la diplomatie française pour convaincre Biya, et en janvier 2015, celui-ci a décidé d'engager l'armée camerounaise contre Boko Haram. Cela valait bien une petite visite reconnaissante de Hollande. Finalement, la différence avec la Françafrique de Pasqua, c'est peut-être qu'il n'y a plus besoin de barbouzes, le président de la République est là pour ça!

Cathy Billard

DROITE **Casting différent,
scénario identique**

Ces derniers temps, Alain Juppé a voulu faire entendre sa différence contre son principal adversaire, Nicolas Sarkozy, dans le cadre de la compétition les opposant comme candidats de la droite à l'élection présidentielle de 2017...



Sarko et Juppé... à moins que ce ne soit l'inverse. DR

parler de la réduction des aides aux chômeurs pour « qu'ils ne gagnent pas plus en ne faisant rien qu'en travaillant », l'encadrement drastique de l'aide médicale gratuite pour lutter contre la fraude car il y a trop « d'étrangers qui viennent se faire soigner en France »...

Sinon, Juppé nous exhorte à l'optimisme car la France est un pays de jeunes et qu'avec ses « propositions de cadrage », elle va se remettre en marche! Cynisme?

La continuité... de la politique du gouvernement

Si Juppé conteste Hollande et son gouvernement, c'est surtout parce que cela ne va pas assez vite et donc ne produit ni la croissance attendue ni le renforcement de la compétitivité des entreprises. Mais il ne remet pas en cause l'orientation du gouvernement socialiste : pour lui, ses réformes vont dans le bon sens, celui du développement de la toute-puissance des patrons contre les salariéEs. Jusqu'à

la baisse la plus drastique possible du prix de la force du travail.

Ainsi, la loi Macron, en affaiblissant les droits des travailleurs, en fragilisant les contrats de travail, en augmentant le nombre de dimanches travaillés est une loi générale qui permettra à la droite, si elle gagne la présidentielle, de s'y engouffrer et d'approfondir la lutte contre le monde du travail. Et la loi renseignement qui légalise et étend les pratiques de barbouzes pour écouter et surveiller la population à grande échelle, complète le dispositif. Au fond, ce dont rêve Juppé, Hollande le réalise en partie dès aujourd'hui. Qu'ils soient de gauche ou de droite, ceux qui aspirent à gouverner n'ont qu'une seule idée : faire gagner leur camp, celui des plus riches, quel que soit le coût à payer pour tous les autres. Nous devons être aussi déterminés qu'eux pour prendre nos intérêts en main. Cela passe par le rassemblement à la fois patient et offensif de notre camp dans les luttes sociales et politiques.

Roseline Vachetta

ÉTAT ESPAGNOL Non à la « loi bâillon » !

Les trois lois dites « bâillon » (loi de « sécurité citoyenne », réforme du code pénal et loi anti-djihadiste) sont entrées en vigueur ce 1^{er} juillet, faisant fi des critiques des mouvements sociaux, des autres forces politiques, et même de celles de l'Union européenne et de l'ONU.

C'est le projet phare de la législature du ministère de l'Intérieur espagnol, alors que la sécurité est loin de figurer parmi les dix principales préoccupations des Espagnols. En réalité, 82% des sondés en décembre dernier par Metrospecta était même pour assouplir ces lois, voire les abandonner...

«Sécurité citoyenne»?

Expulsions directes. Un amendement du Sénat à la loi dit que « Les étrangers détectés sur la frontière de Ceuta ou Melilla en train d'essayer de franchir les éléments de contention frontaliers pour traverser illégalement pourront être refoulés afin d'empêcher leur entrée illégale en Espagne ». Cela alors que le Conseil européen et l'ONU affirment que légaliser ces expulsions contredit le Tribunal européen des droits de l'homme qui interdit expressément les reconduites collectives. **Criminalisation de la protestation.** Les nouvelles formes de contestation sociale engendrées par les politiques d'austérité sont criminalisées. Les manifestations non déclarées, comme celles des Indignés, seront punies d'une amende de 30 000 à 600 000 euros. Des formes de mobilisation contre les expulsions locatives, les « mises à l'index collectives » (appelées escraches) ou les occupations pacifiques de banques deviendront des délits.

Restriction de l'information. « L'usage non autorisé d'images ou données personnelles ou



L'État espagnol veut bâillonner la contestation. DR

professionnelles d'autorités ou de membres des forces et corps de sécurité » va aussi devenir une infraction. Cette loi pourrait généraliser des cas comme celui de la journaliste basque Iraitz Salegi jugée fin mai pour avoir donné des informations sur des journées organisées par des jeunes de la gauche indépendantiste... **Atteintes au droit d'expression.** La loi criminalise la diffusion des nouvelles contestations sur les réseaux sociaux. Elle considère comme « organisateur ou promoteur quiconque par des publications ou appels à des réunions (...) peut raisonnablement être identifié comme meneur de celles-ci ».

Le code pénal renforcé

Prison permanente révisable. Elle pourra être imposée dans des cas de

gravité extrême... Un euphémisme pour introduire la condamnation à perpétuité en Espagne. N'importe qui sera sous le coup de ces « lois bâillon », mais plus particulièrement les immigrés. En plus des mesures déjà évoquées, le Code pénalise le fait d'offrir du travail à des sans-papiers et même l'hospitalité, sauf pour « raisons humanitaires ». La transformation de fautes en délits dans ce nouveau code entraînera une double peine pour les migrants qui ne pourront ainsi aller jusqu'au bout de leurs démarches de régularisation et seront donc expulsés. En plus, les descentes racistes de policiers sont légalisées.

La « loi bâillon » criminalise aussi la pauvreté. On continuera à punir financièrement, jusqu'à 30 000 euros d'amende, des personnes

vulnérables comme c'est le cas avec la prostitution, la consommation de drogues dans la rue ou les sans-abri. Là encore, les fautes deviendront des délits qui pourront finir par de la prison.

«Nous ne sommes pas un délit»

Ces lois font partie d'un ensemble de mesures législatives qui intensifient le cadre répressif de l'État : réforme du code pénal, modification de la loi de sécurité privée qui autorise le recours à la force par les entreprises de sécurité, et une prochaine réforme du droit de grève. Il ne s'agit pas seulement d'une loi anti 15M (Mouvement des Indignés) pour réprimer les « mareas » et la contestation citoyenne, mais de la préparation d'une offensive répressive contre de possibles mobilisations collectives de travailleurs et de divers mouvements. Une attaque frontale contre les libertés démocratiques et un retour à la législation dictatoriale franquiste.

C'est pourquoi depuis que l'avant-projet de cette loi de « sécurité citoyenne » a été présenté, des manifestations ont eu lieu. Appelées par la plateforme « Nous ne sommes pas un délit » ainsi que par d'autres collectifs et organisations, le but est d'en finir avec cette campagne de répression qui vise à bâillonner la mobilisation ouvrière et populaire.

Cette offensive du système exige en effet une réponse de toutes les forces démocratiques et des mouvements sociaux qui aspirent à une autre société. La mobilisation pourra être un encouragement à construire un « pouvoir populaire », au lieu de nous paralyser comme le souhaite le régime.

Antikapitalistak Elkarte (Euskal Herria – Pays basque)
Traduit par Monica Casanova



Le monde en bref

Accueil d'Assange Un déni de démocratie!

Le gouvernement français a refusé d'accorder l'asile à Julian Assange, le fondateur de Wikileaks. La demande lui en avait été faite par Christiane Taubira, puis par plusieurs personnalités telles qu'Eva Joly ou Mathieu Kassovitz, à la suite des révélations de Wikileaks faisant état de l'espionnage par la NSA étatsunienne des trois derniers présidents de la République française. Julian Assange lui-même avait écrit à François Hollande une lettre dans ce sens, publiée par le Monde dans son édition du 4 juillet. Dans l'heure qui a suivi cette publication, un communiqué de l'Élysée a fait connaître le refus de Hollande à cette demande, au motif que « la situation de M. Assange ne présente pas de danger immédiat. Il fait en outre l'objet d'un mandat d'arrêt européen ». Or Assange est réfugié depuis 3 ans dans l'ambassade



Julian Assange en couverture de Time en 2010... déjà!

d'Équateur à Londres, sans quoi il aurait été extradé vers les États-Unis où il encourt de très lourdes condamnations à la prison, voire peut-être à la mort. Le soldat qui avait fait parvenir des centaines de milliers de documents diplomatiques étatsuniens à Wikileaks

– Bradley Manning, devenu Chelsea – n'a-t-il pas été condamné à 35 ans de prison?

Fondé en 2006, Wikileaks a été à l'origine de très nombreuses révélations de scandales de corruption, d'atteintes aux droits démocratiques, de crimes de guerre. Il avait reçu pour cela de nombreux prix journalistiques ou émanant d'ONG. Mais depuis avril 2010 et la publication par Wikileaks d'une vidéo montrant comment des soldats étatsuniens avaient froidement abattu – et avec des commentaires d'un cynisme inimaginable – des civils irakiens dont des enfants, l'État étatsunien a déclenché une véritable guerre contre Wikileaks et les lanceurs d'alertes. Hollande et Valls ont refusé ne serait-ce que le « geste humanitaire » que demandait Julian Assange qui vit depuis 5 ans reclus dans une pièce minuscule, séparé des siens qui, comme lui, sont victimes de multiples persécutions morales. Car ils ont beau savoir être espionnés par la NSA, ils partagent la même conviction que leurs homologues américains sur la nécessité de l'opacité et de la raison d'État, pour servir les buts inavouables de leurs riches commanditaires.

Maroc «Porter une jupe n'est pas un crime».

Le 6 juillet à Agadir, s'est ouvert le procès de deux jeunes Marocaines arrêtées le 16 juin dernier pour « outrage à la pudeur ». Les deux jeunes femmes sont accusées d'avoir porté des jupes trop courtes, et selon le code pénal, risquent jusqu'à deux ans de prison... Tout a commencé alors qu'elles faisaient leurs courses dans le souk d'Inezgane dans le sud du pays. Certains commerçants ont jugé leur tenue indécente. Elles ont alors été encerclées et molestées, et se sont réfugiées dans une boutique pour attendre la police. De victimes elles sont devenues accusées, poursuivies pour attentat à la pudeur et risquant jusqu'à deux ans de prison.

Leurs agresseurs ont finalement été arrêtés il y a quelques jours pour harcèlement sexuel et agression. Selon un communiqué de la Sécurité nationale, ce sont des jeunes hommes de 17 à 18 ans, qui les ont harcelées « en raison de leurs tenues qu'ils considéraient comme indécentes, avant que cela ne dégénère en une agression verbale et physique ». Eux risquent de un mois à deux ans de prison. Plusieurs manifestations de soutien ont eu lieu le 28 juin à Rabat, Agadir, Marrakech et Casablanca derrière le slogan « Mettre une robe n'est pas un crime ». Sur Internet une pétition de soutien rencontre un large écho. Il s'agit d'obliger le ministre de la Justice à se prononcer pour que les jeunes femmes soient innocentes et leurs agresseurs punis. Un combat pour les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Un combat aussi contre l'offensive des religieux qui, au nom de la défense des bonnes mœurs, vise aussi les homosexuel·les. Un combat pour la liberté de toutes et tous.

« Le monde est en train de changer, nous voyons une Russie plus affirmée, qui essaie d'intimider ses voisins et de changer les frontières pas la force », avance-t-il pour justifier le déploiement de l'Otan à l'Est, un déploiement qui n'est pas que diplomatique mais militaire. L'après-midi, il inaugurerait donc un centre de commandement et de contrôle de l'Otan, le premier des six QG de ce type prévus en Europe de l'Est. « Ce centre ne sera pas une base militaire mais un petit quartier général »... Une pure hypocrisie puisque dans le même temps l'armement suit.

En février dernier, l'Otan avait décidé de renforcer sa défense à l'Est en créant une nouvelle force de 5 000 hommes rapidement mobilisable, force baptisée « fer de lance », et six centres de commandement et de contrôle en Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne et Roumanie.

De plus, le mois dernier, les États-Unis ont annoncé le déploiement de matériel militaire lourd, dont des chars, dans les pays baltes ainsi qu'en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne.

Surenchères militaristes

Le nouveau secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a promis, lors d'une visite en Allemagne que les États-Unis fourniraient des

OTAN Grandes manœuvres à l'Est

« L'Otan ne cherche pas la confrontation mais fera tout ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité de ses membres », déclarait le 2 juillet à Bucarest le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse avec le président roumain Klaus Iohannis...



Le drapeau de l'Otan se déploie à l'Est, mais celui de la paix... DR

armes, des avions de transport, des soldats, des moyens logistiques et des capacités de renseignement et de surveillance. « Les États-Unis sont profondément engagés dans la défense de l'Europe et le sont depuis des décennies »... Effectivement, c'est même cette politique militariste qui est une des causes de la crise ukrainienne, crise qui à son tour devient l'occasion de renforcer cette politique.

Kiev annonce que pourraient être installés en Ukraine des missiles intercepteurs des États-Unis et de l'Otan, analogues à ceux qui sont en cours d'installation en Pologne et en Roumanie. Les propos de Porotchenko sont plus directs que ceux de ses mentors : « Certains pays européens nous livrent des armes. Nous avons une coopération efficace avec d'autres pays comme les États-Unis, le Canada

ou le Royaume-Uni, qui ne nous livrent pas d'armes létales mais participent à la formation de nos militaires. Tout cela est satisfaisant, mais nous serions heureux que cette coopération s'intensifie. »

En retour, Poutine a annoncé le renforcement de son arsenal nucléaire de quarante missiles intercontinentaux « capables de déjouer les systèmes de défense antimissile les plus sophistiqués ». C'est donc bien dans une escalade que les USA et l'Otan s'engagent. Barack Obama avait donné le ton lors du G7 dont la Russie avait été exclue en attaquant Poutine : « Souhaite-t-il continuer de ruiner l'économie de son pays et l'isoler davantage au nom de la recherche insensée de la gloire passée de l'empire soviétique ? Ou peut-il admettre que la grandeur de la Russie ne dépend pas de la violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'autres pays ? » En tout cas, une surenchère militaires entre grandes puissances qui représente une menace pour tous les peuples.

Yvan Lemaitre

Le polar ROUGE



DU **crime** considéré COMME
UN JEU de SOCIÉTÉ À LA **critique**
de la **société** DU **CRIME**

L'été arrive, le temps des lectures – et des bons livres – aussi. Cette année, nous avons choisi de consacrer le « traditionnel » dossier culturel de l'été au polar. Pourquoi au polar ? Parce que, rappelons-le, défendons-le, il s'agit d'une véritable littérature, un miroir social, en particulier critique, et même une véritable source d'information pour certains de ces livres. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à notre camarade Gérard Delteil, lui-même auteur – reconnu – de plus de 60 ouvrages, essentiellement des polars, de nous accompagner dans cette plongée estivale...

DANS LE MONDE

Amérique latine

Qui a tué Palomino Molero?, Vargas Llosa, Folio, 1989.

La vie au Pérou sous la dictature des latifundiaires et des militaires... avant que Vargas Llosa ne devienne un politicien de droite.

La vie même, Paco Ignacio Taïbo II, Rivages, 1992.

Un écrivain devient le shérif d'une municipalité rouge en guerre contre les grands propriétaires terriens.

Bastille tango, Jean-François Vilar, Babel noir, 2013.

La vie douloureuse d'une militante argentine réfugiée après avoir été emprisonnée et torturée.

La frontière, Patrick Bard, Points Seuil, 2004.

Massacres de femmes au Mexique.

Luna caliente, Mempo Giardinelli, Métailié, 2002.

Une allégorie sur le calvaire subi par l'Argentine sous la dictature.

Afrique

Ramata, Abasse Ndione, Folio, 2008.

Un superbe portrait de femme.

Trop de soleil tue l'amour, Mongo Beti, Julliard, 1999.

Beti fut le plus célèbre écrivain camerounais opposé au colonialisme et à la dictature

À quoi rêvent les loups, Yasmina Khadra, Pocket, 2009.

L'itinéraire d'un jeune djihadiste.

URSS-Russie

L'évangile du bourreau, Frères Vaïner, Folio, 2005.

L'itinéraire d'un sbire du KGB et sa reconversion après 1991. Une reconversion qui évoque celle des frères Vaïner eux-mêmes, stars de l'époque Brejnev. Même s'il lorgne vers la démocratie occidentale, un roman magistral qui étudie la psychologie du tortionnaire avec une extrême finesse.

Espagne

Galíndez, Manuel Vazquez-Montalban, Points Seuil, 2002.

Une jeune universitaire américaine cherche à découvrir la vérité sur la disparition du dirigeant basque Galíndez assassiné par la CIA.

Soldados, Francisco Gonzalez Ledesma, L'Atalante, 1998.

L'après guerre civile.

Grèce

Liquidations à la grecque, Petros Markaris, Seuil, 2012.

Dans cette trilogie inégale, Markaris règle ses comptes avec tous ceux qui étranglent le peuple grec : banquiers, politiciens, armateurs...

Italie

Anthracite, Valerio Evangelisti, Rivages, 2008.

Guerre de classe dans les mines de Virginie à l'époque des IWW. Magnifique.

Nous ne sommes rien soyons tout, Valerio Evangelisti, Rivages, 2010.

Le milieu des dockers de San Francisco, les grandes grèves... Deux frères italo-américains prennent des chemins radicalement opposés : l'un devient militant syndicaliste, l'autre mafieux.

POLARS FRANÇAIS

Guerre d'Algérie

Meurtres pour Mémoire, Didier Daeninckx, Folio Gallimard, 2005.

Un des premiers livres publiés sur le massacre du 17 octobre 1961.

Mon colonel, Francis Zamponi, Babel noir - Actes Sud, 1999.

Comment devient-on tortionnaire avec bonne conscience ?

Après la guerre, Hervé le Corre, Rivages noirs, 2015.

Bordeaux de la Libération à la guerre d'Algérie.

N'oubliez pas l'artiste, Gérard Delteil, Folio Gallimard, 1991.

Luttes sociales, PCF, syndicats, banlieue, stalinisme

À bulletins rouge, Jean Vautrin, Folio, 2006.

Mort d'un satrape rouge, Gérard Delteil, Métailié noir, 1998.

L'autopsie d'une municipalité communiste dirigée par un autocrate inamovible.

Sombre sentier, Dominique Manotti, Points seuil, 2011.

Une lutte de sans-papiers à laquelle Manotti a elle-même participé comme militante de la CFDT. À noter : un curieux personnage ambigu de commissaire homosexuel.

Stoppez les machines, François Muratet, Babel poche, 2008.

Un conflit engendré dans une usine par l'application des 35 heures.

Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués, Jean-François Vilar, Point Seuil, 2014.

Les visages écrasés, Marin Ledun, Seuil 2013.

Vague de suicides dans les télécoms.

Aux animaux la guerre, Nicolas Mathieu, Actes sud, 2014.

L'univers destroy d'une région industrielle frappée par la crise.

Deuxième Guerre mondiale, déportation, résistance, guerre d'Espagne

J'aurai la peau de Salvador, André Hélène, 10 18, 1986.

La mort n'oublie personne, Didier Daeninckx, Folio, 2012.

Un juge qui a déjà sévi sous l'occupation persécute un ancien résistant.

KZ, retour vers l'enfer, Gérard Delteil, Métailié noir, 1998.

Organisation clandestine et insurrection dans un camp de concentration nazi.

Les années rouge et noir, Gérard Delteil, Seuil, 2014.

Voir interview dans *l'Anticapitaliste* n°229

Le polar est devenu aujourd'hui un genre universitaire, festivals, études, n'ont en commun que la référence à Agatha Christie à la critique entre les deux, toutes sortes

C'est dans les années soixante-dix que, dans la foulée des grandes révoltes sociales, on a assisté au déferlement d'un genre désigné par le terme « néo-polar »... bien que cette appellation soit rejetée vigoureusement par plusieurs auteurs, à commencer par Jean-Patrick Manchette qui, du moins dans l'hexagone, en fut considéré comme une des figures emblématiques ! Ce genre se caractérisait en particulier par une révolte violente contre l'ordre établi et parfois par une apologie des catégories considérées alors comme porteuses de cette révolte, notamment « les jeunes de banlieue ». Cette fascination de la violence apparaît dans quelques romans emblématiques comme *Tueurs de flic* de Fajardie ou *À bulletins rouges* de Jean Vautrin, auteurs qui devaient s'assagir par la suite, à mesure que retombait la vague soixante-huitarde. Ce courant donna naissance à des collections spécifiques telles Sanguine créé par Patrick Mosconi ou Engrenages lancée par Fleuve noir, une maison pourtant plus connue par l'abondance de sa production commerciale que par son engagement, et qui publiait parallèlement des séries de sous-James Bond comme Jean Bruce, et des auteurs d'extrême droite comme Serge Jacquemard. Mais la contamination avait gagné d'autres collections plus anciennes, comme la célèbre Série noire, laquelle avait d'ailleurs déjà publié des auteurs « socio-contestataires » bien avant l'apparition du néo-polar. Mais ceux-ci semblaient alors un peu isolés au milieu des chantres de la pègre et des barbouzes tels José Giovanni, Albert Simonin, tous deux anciens collabos non repentis, ou Dominique Ponchardier, ancien agent secret gaulliste...

Un mouvement international, les femmes minoritaires

On aurait pourtant tort de croire que la vague gauchisante avait désormais submergé le polar. Si celle-ci bénéficia d'une certaine notoriété médiatique, elle demeura néanmoins très minoritaire au sein d'une production toujours dominée par les traductions anglosaxonnes, et coexistait avec les autres genres : énigme, mystère, suspense, thriller qui conservèrent leur lectorat. Il serait tout aussi erroné de penser que l'irruption de la critique sociale dans ce genre littéraire considéré comme populaire et ludique représentait un phénomène absolument nouveau. Plusieurs décennies auparavant, des auteurs comme Dashiell Hammett, Horace McCoy ou Howard Fast ou, de ce côté-ci de l'Atlantique, Jean Amila alias Jean Meckert ou André Hélène, avaient déjà publié des romans violemment dénonciateurs du racisme, du militarisme et du capitalisme. Mais, ce qui a caractérisé ce mouvement littéraire, c'est son ampleur internationale. Sont apparus en une petite vingtaine d'années des auteurs de romans noirs « contestataires » dans de très nombreux pays : Paco Taïbo au Mexique, Montalban et Ledesma en Espagne, Evangelisti en Italie, Giardinelli en Argentine, Ky en Allemagne, Jim Nisbet, Thomas H. Cook, Ron Kurz, John Douglas aux États-Unis, avec pour thèmes la peine de mort, la

d'hui un genre littéraire omniprésent et reconnu auquel sont consacrés d'innombrables thèses et colloques, études et encyclopédies. Cette appellation générique recouvre pourtant des productions fort différentes qui font référence plus ou moins directe au crime. Mais du meurtre considéré comme un jeu de société à la manière que d'une société criminogène par nature, c'est-à-dire le roman noir social, il y a une certaine distance. Et des catégories et sous-catégories intermédiaires...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

lutte pour les droits civiques, les combats syndicaux...

En France (peut-être l'épicentre du phénomène), *Meurtres pour mémoire* de Daeninckx (1984) eut un retentissement considérable. Ce roman arrivait à un moment où il devenait possible d'aborder un sujet subversif comme le massacre du 17 octobre 1961, dans la mesure où la plupart des policiers assassins avaient pris leur retraite et où une nouvelle génération comprenant des opposants à la guerre d'Algérie arrivait dans les médias et les coulisses du pouvoir dans la foulée de la victoire de l'union de la gauche en 1981. L'impact des romans de Daeninckx, puis de ceux de Vilar, Jonquet, Delteil, Manotti, Pouy, incita des dizaines d'autres auteurs à investir ce créneau, voire même des centaines avec la création de la série « anti-fasciste » *Le poulpe*. Celle-ci fut lancée à l'origine comme une sorte de gag en 1995 par le trio Pouy-Raynal-Quadrupani avant de devenir un objet de culte parmi le « peuple de gauche », puis de disparaître corps et bien, victime de son succès et, il faut bien le dire, de la médiocrité évidente de bien des textes confiés par souci promotionnel à des personnalités très éloignées de la littérature.

Dans cette abondante production, on constatera que les femmes restent ultra minoritaires. Bien que le roman noir ait perdu le caractère effroyablement machiste qu'il avait à l'époque des polars de gangsters à la Gabin, rares seront les écrivaines qui, comme Dominique Manotti, s'imposeront sur ce terrain. En revanche, dans la tradition anglosaxonne, le polar à énigme restera pour l'essentiel la chasse gardée des grandes dames du crime dont se délecte un lectorat souvent bourgeois et féminin : PD James, Patricia Cornwell, Elisabeth Georges... Les femmes règnent aussi sur le thriller psychologique avec des auteurs qui, comme Patricia Highsmith ou Ruth Rendell, pourfendent depuis longtemps la

morale et les mœurs bourgeoises sans pour autant se rallier à la contestation sociale.

Reconversions littéraires et guerres du polar

Une autre caractéristique de cette vague fut qu'une bonne partie des auteurs les plus représentatifs venaient du milieu militant ou en avaient été des sympathisants plus ou moins actifs. Ainsi Montalban venait du PC espagnol dont il avait été permanent, Daeninckx restait compagnon de route du PCF, Vilar et Jonquet étaient des militants toujours actifs de la LCR (du moins au début leurs carrières littéraires), Raynal avait participé à la brève aventure de la Gauche prolétarienne maoïste avant de devenir directeur de la Série noire, Serge Quadrupani demeurerait proche de l'ultra-gauche, et Pouy, l'un des trois cofondateurs du Poulpe, proclamait ses sympathies anarchistes.

La situation ne manqua d'ailleurs pas d'irriter les nostalgiques du polar pur et dur dans la mesure où ces auteurs gauchisants squattaient une bonne partie des festivals littéraires. L'élection de Jean-François Vilar en 1986 à la tête de l'association 813 faisait même suspecter la LCR d'entrisme dans ce milieu et grincer des dents quelques polardeux réactionnaires comme le fameux ADG, auteur certes talentueux, mais membre du comité central du FN et ami personnel de Le Pen. Le vieux débat – l'art pour l'art contre l'art engagé – traversait ainsi le polar. Tous ces auteurs se défendaient pourtant mordicus de « faire des tracts » comme on les en accusait souvent, et certains affichaient même la prétention de faire reconnaître le roman noir – appellation plus noble que celle de polar – comme une littérature à part entière au même titre que le roman dit « blanc », accusé en contrepartie de nombrilisme.

On notera enfin qu'un certain nombre d'écrivains, après des

débuts engagés, seront rapidement absorbés par la production télévisuelle, plus rémunératrice mais moins propice à la contestation, comme par exemple Éric Kristy, l'un des premiers à avoir pointé le danger représenté par l'extrême droite avec *Horde nouvelle* (Fleuve noir, 1985).

Décrire le monde à défaut de le changer

Si l'on se penche sur le contenu et le style de cette production, force est de constater sa grande diversité, au-delà de son intérêt commun pour le social et le politique. Sur le plan idéologique, une des tendances dominantes du roman noir, même post-soixante-huitard, est tout de même davantage le constat désabusé que l'invitation à la lutte collective. Même s'il faut se garder de généraliser, cette désillusion nostalgique correspondait d'ailleurs d'une certaine façon à la situation personnelle de certains auteurs. Faut-il croire qu'il était encore possible de changer la société, ils se consacraient désormais à la décrire dans toute son horreur. Cette évolution est particulièrement nette dans l'œuvre d'un écrivain comme Jonquet devenu très pessimiste à la fin de sa vie. On peut dire que cette évolution a de fait accompagné celle de toute une génération, avec bien entendu toutes sortes de variantes et de cas particuliers.

D'une manière générale, le roman noir, s'il se prête bien à la dénonciation de l'injustice sociale, des magouilles politiciennes, des crimes d'État, n'est évidemment pas l'outil le plus adapté pour préconiser la lutte collective. D'une part parce que la crainte de tomber dans le « réalisme socialiste » est toujours présente, et d'autre part parce que le révélateur de toutes ces abominations est le plus souvent un individu chargé d'une mission au titre de policier, de détective privé voire de journaliste. Cet enquêteur, si bien intentionné soit-il, serait bien impuissant à

changer si peu que ce soit le système social. Tout au plus, s'il a une âme de redresseur de torts, peut-il mettre fin à un abus particulier, faire tomber un patron ou un politicien un peu plus méchant et surtout plus maladroît que les autres. Mais son travail est celui de Sisyphe, toujours à recommencer. Or une bonne partie des auteurs, pas tous certes, a eu tendance à mettre en scène, peut-être par respect pour la tradition ou par facilité scénaristique, des policiers ou des juges intègres, c'est-à-dire des membres de l'appareil d'État qui en définitive valorisent cette machine oppressive, même s'ils doivent affronter ses dysfonctionnements. C'est l'honnête inspecteur Cadin inventé par Daeninckx ou l'intransigeant juge du Syndicat de la magistrature mise en scène par Jonquet, ou encore la fliquette beur de Manotti qui combat les ripoux de son commissariat. L'archétype de ce héros solitaire de gauche est évidemment *Le poulpe* et ses divers succédanés, son bref succès commercial ayant suscité d'innombrables vocations de héros sociétaux encore plus éphémères. Les valeurs qui dominent sont souvent davantage l'antiracisme, l'antifascisme, le pacifisme et l'anticolonialisme que l'engagement au côté des classes exploitées. La résistance et la guerre d'Espagne demeurent des valeurs incontournables, mais la classe ouvrière apparaît peu. Il est donc assez rare que la lutte collective intervienne de façon décisive comme alternative à une situation inique révélée par l'enquête policière. Cela arrive tout de même parfois. Ainsi, à la fin du magnifique roman de Thomas Cook, *Les rues de feu*, on voit le policier blanc chargé d'enquêter sur le meurtre d'une fillette noire quitter les rangs des forces de répression pour rejoindre ceux des manifestants pour les droits civiques.

Vers une nouvelle vague ?

Si Jonquet, Vilar, Vautrin et Fajardie nous ont quittés, la relève est en marche avec une nouvelle génération d'auteurs qui, s'ils ne semblent pas issus du milieu militant comme la précédente, n'en sont pas moins préoccupés par les problèmes de société : Marin Ledun, Caryl Ferey ou Nicolas Mathieu. La veine n'est donc pas épuisée, mais, si on laisse de côté la production stéréotypée consacrée aux serial killers, aux enlèvements d'enfants (thème qui fait fureur outre-Atlantique) ou aux innombrables sous-produits de la franchise Mary Higgins Clark, la frontière devient de plus en plus floue entre les différents genres. Ce n'est donc pas un hasard si une partie des collections dédiées au polar a disparu pour laisser la place à des publications au coup par coup. On n'achète plus un polar aujourd'hui comme on prenait hier un Série noire ou un Fleuve noir sur le haut de la pile sans se préoccuper ni de l'auteur ni du thème. De littérature de consommation et d'évasion, voire « de gare », une partie du polar a changé de nature et a désormais l'ambition d'interpeller le lecteur, tandis que l'autre, toujours très majoritaire il faut le souligner, continue à le faire frémir confortablement par le récit d'horreurs très éloignées de sa vie quotidienne.

Gérard Delteil

ÉTATS-UNIS

Guerre du Vietnam

Les fantômes de Saïgon, John Maddox Roberts, Folio, 2012.

Excellent bouquin sur la découverte du Vietnam par un jeune appelé, même si la fin est un peu décevante. À noter que la guerre du Vietnam et la réintégration difficile des anciens combattants américains qui sombrent dans la drogue et la délinquance constituent quasiment un genre à part entière...

Les années Reagan/New York

Bone, George C. Chesbro, Rivages 1993.

L'univers hallucinant des SDF new-yorkais et des services sociaux. Un excellent suspense !

Le ventre de New York, Thomas Kelly, Rivage, 2001.

Un patron de choc lié à la mafia veut briser une équipe d'Irlandais perceurs de tunnel. Une description très précise des conditions de travail épouvantables des perceurs. L'auteur a fait ce travail.

Simple comme un coup de fil, Jason Starr, Fleuve noir, 1998.

Rivalités au sein d'une boîte de marketing téléphonique. Un employé n'hésite pas à assassiner des collègues pour échapper au licenciement et obtenir une promotion.

Le couperet, Donald Westlake, Flammarion, 2007.

Un chômeur élimine ses concurrents pour trouver un job. Humour noir et parodie du capitalisme. Un grand classique adapté à l'écran par Costa Gravas.

La peine de mort/La prison

Injection mortelle, Jim Nizbet, Rivages, 2004.

Un chef d'œuvre, particulièrement noir.

Le maton enragé, Ron Kurz, Super noir, 1975.

Unique roman d'un ex-gauchiste de Berkeley... devenu directeur de prison, qui dénonce (entre autres) la naïveté d'un Black qui croit dur comme fer à la justice américaine. Avec une chute dans l'esprit très gauchiste des années soixante-dix.

Luttes syndicales au début du 20^e siècle et dans les années 20

La mort à grandes guides, John Douglas, Série noire, 1987.

Une cité de mineurs dominée par un grand patron qui veut faire assassiner un syndicaliste professionnel clandestin venu organiser les ouvriers.

Arrêtez le folklore, John Douglas, Série noire, 1995.

La crise dans les années vingt.



Le racisme

Les rues de feu, Thomas Cook, Série noire, 2003.

Un policier blanc enquête sur le meurtre d'une petite fille noire au moment des grandes luttes pour les droits civiques. Un chef d'œuvre.

La bête qui sommeille, Don Tracy, Folio noir, 1998.

Grand classique sur le KKK dans les années trente.

Le « sud profond »

La bouffe est chouette à Fatchakulla, Ned Crabb, Folio noir, 2008.

Humour noir. Les prédicateurs ripoux en prennent plein la gueule.

Et un classique incontournable

La moisson rouge, Dashiell Hammett, Folio noir, 2011.

Le patronat s'appuie sur des gangs pour faire régner la terreur dans une cité minière.

FÉMINISME ET HOMOSEXUALITÉ

Pas de dégâts visibles, Ruth Rendell, Doubleday, 1978.

Difficile de prouver des violences domestiques quand les victimes hésitent à s'exprimer. Dans de nombreux romans, Ruth Rendell dénonce les violences infligées aux femmes. Parfois, celles-ci se vengent et tue leur bourreau de mari.

Small G., Patricia Highsmith, Livre de poche, 1996.

Une idylle qui se déroule dans le milieu gay. À noter que Highsmith avait déjà publié sous pseudonyme (Claire Morgan) un roman sur l'homosexualité féminine dans les années cinquante : *Les eaux dérobées*.

Une créature de rêve, Patricia Highsmith, Calmann Levy, 1996.

Une femme est persécutée par un puritain qui prétend sauver son âme.

À fleur de peau, Joseph Hansen, Rivages noir, 1979.

Dave Brandstetter, le détective gay de Hansen, est un personnage très original dans le paysage du polar où les homosexuels ont souvent été traités de façon odieuse, y compris par de grands auteurs comme Chandler. Brandstetter assume sa condition sans le moindre complexe.



Une encyclopédie

Dictionnaire des littératures policières, Claude Mesplède, Joseph K, 2007. Incontournable pour tous les amateurs de polar.

PSA RENNES-LA JANAIS (35) Les salariéEs résistent

Après la fermeture du site d'Aulnay, la direction de PSA poursuit sa politique de restructuration des sites en même temps que la construction de nouvelles implantations sont à l'ordre du jour au Maroc et en Algérie. Des restructurations qui signifient aggravation des conditions de travail et suppressions de primes, service de transports... Mais les salariéEs résistent pied à pied.

Depuis plusieurs semaines, beaucoup de rumeurs circulaient sur les nouveaux horaires. Le 29 mai, l'annonce par la direction de ces nouveaux horaires (7h à 15h12), accompagnés de la suppression de la prime d'équipe (liée aux horaires pénibles) et des cars, a déclenché la contestation. La CGT a annoncé le 1^{er} juin un débrayage dès le lendemain. Forcée par la colère des travailleurs, la CFDT s'est jointe à l'action, mais lors du débrayage, la CFDT a dit que, contrairement à la CGT, elle accepterait une perte de salaire! Dès lors, difficile de poursuivre un mouvement pour changer le rapport de forces. Pour combler les « pertes » de production liées au débrayage et aux multiples pannes, la direction a annoncé 8 demi-heures supplémentaires... alors qu'elle nous a fait chômer le 29 juin! Un très bon choix puisque grâce à ça, nous nous sommes réunis à chacune des 8 demi-heures avec la CGT!



Rester organiséEs et mobiliséEs

La lutte s'est prolongée durant tous le mois de juin : 4 débrayages entre le 8 et le 11 juin, puis tous les jours de la semaine du 15 au 20 juin pour réclamer le maintien du salaire intégral, des cars et dire non à la flexibilité. Grâce à ces actions, avec plus les 800 signataires de la pétition, la suppression de la prime sera dégressive et ne débutera qu'en janvier 2016, prime de panier de 2 euros par jour travaillé. Ridicule! Malgré nos mobilisations, la direction maintient la pression en imposant 1h supplémentaire le 7 juillet pour ferrage et peinture, 30 minutes les 8, 9, 15 et 16 juillet pour tous les ateliers sauf l'emboutissage. Tout cela à cause des pannes! En fait sur plusieurs sites PSA, les salariéEs s'opposent aux attaques de la direction. À Mulhouse, Poissy, Trémery, Sochaux, les débrayages se multiplient contre les samedis gratuits, les overtime¹ et la multiplication des sanctions. Nous exigeons la fin de la flexibilité, et des investissements pour l'outil de production. C'est en restant organisés, nombreux, mobilisés que nous pourrions faire reculer le patronat qui mange le fric sur le dos des créateurs de richesses, nous les petits salaires!

Correspondant

1 – Dispositif, qui, dans le cadre des accords de compétitivité, intègre dans le contrat de travail la possibilité d'exiger des travailleuEs de travailler à la fin de chaque équipe, si l'objectif de volume de production du jour n'est pas atteint.

MIGRANT-E-S « Aux yeux de tous »

Le jeudi 2 juillet, les migrantEs du 18^e ont voulu manifester un mois après l'évacuation du campement de La Chapelle. Cette fois la police n'a pas démantelé le campement, elle les a empêchés d'en sortir!

Après 7 endroits évacués en 3 semaines, ils et elles sont toujours là, irrécupérablement là, revenus à la Halle Pajol, là où avait eu lieu l'expulsion la plus violente par la police le lundi 8 juin. La solidarité joue toujours activement pour la nourriture, les vêtements, les médicaments, les cours de français, le suivi juridique et l'aide médicale. Il y a même des ateliers de théâtre.

« Aux yeux de tous » : ce slogan s'affiche en grandes lettres blanches sur fond noir sur le torse de certains migrantEs. Sans doute la distribution d'un reste de stock de T-shirts promotionnels pour ce film sorti il y a 3 ans. Ici, cela prend une dimension subversive car les migrantEs sont des « êtres humains oubliés » comme l'écrit l'un d'eux, Yousif A. Haliem, dans son récit *Le voyage de la mort*¹. Ici, ils et elles veulent afficher qu'ils et elles existent quand le pouvoir voudrait les nier.

Quelque chose a changé

À la différence des campements éphémères de ces dernières semaines, celui-ci tient depuis maintenant trois semaines. Preuve d'un certain rapport de forces, il devient le lieu d'un autre danger. La mairie a installé des toilettes et fait même appel à des associations pour l'assistance au camp. L'enjeu n'est plus de détruire le camp mais d'éviter qu'on en parle. Sans espoir de sortie de la rue, alors que la fatigue, le jeûne du ramadan, la chaleur, l'extrême précarité de la rue, exacerbent toutes les tensions, la lutte des migrantEs pourrait se perdre. Et l'inhumanité de leur traitement redevenir atrocement banale, « oubliée ». Alors, le campement pourra disparaître.

À la chasse a succédé la tactique du boa constrictor, celle qui consiste à étouffer la lutte pour la détruire. Un des « anciens » du quartier, Bernard, s'est insurgé : « Nous ne sommes pas là pour la gestion de la misère. Il n'y a pas



Jeudi 2 juillet, interdit de manifester... DR

d'humanité possible sans subversion. Ce pour quoi on se bat c'est pour des droits ». De nombreux migrantEs qui ont participé à la lutte collective des premières semaines ont été disséminés dans des centres d'hébergement. Arrivant sur le campement, des nouveaux pensent que c'est le gouvernement qui gère leur situation, qu'il suffit donc d'attendre.

Pendant ce temps

Or ce qui n'a pas changé, c'est la politique des autorités. Pendant ce temps, un texte est discuté au Sénat puis à l'Assemblée nationale sur le droit d'asile. Ce qu'en dit la Coordination française pour le droit d'asile? « La CFDA réitère ses inquiétudes quant à un discours politique teinté d'humanisme mais qui masquerait mal une politique du chiffre inavouée et des préoccupations de gestion des flux. »²

Pendant ce temps, les ministres de l'Intérieur français et britannique ont décidé d'un fonds commun de 15 millions d'euros à Calais pour

« sécuriser » les plages, le tunnel et le port, et renforcer le mur de la honte.

Pendant ce temps, les portes d'entrée d'un immeuble vide, à 100 mètres de la Halle Pajol, un ancien centre des impôts, ont été blindées. Des fois qu'il viendrait à l'idée des migrantEs que quand des êtres humains sont à la rue et qu'un immeuble est vide, la moindre « humanité » serait de l'investir...

Ce qui n'a pas changé

Ils le disent et le répètent à chaque réunion sur le campement : « Beaucoup sont mortEs, dans le désert, en Lybie, en Méditerranée. Nous avons traversé dans des barques, ne sachant pas si nous allions en sortir vivantEs. Et on nous demande encore si nous voulons rester ici? Nous ne sommes pas là pour manger ou pour dormir. Nous voulons vivre. Nous voulons un lieu où nous serons ensemble pour faire nos démarches, obtenir notre régularisation. » Une juriste du Gisti ajoute que leur lutte collective est aussi une nécessité pour la garantie de leurs droits à plus longue échéance. Car, même si ils et elles arrivent à entamer leur démarche de demande d'asile, au stade actuel 80% des demandeurs sont déboutés. Et parmi eux, il y a aussi des sans-papiers, des Tunisiens, des Algériens, des Guinéens, des Maliens...

Aux yeux de toutes et tous

Dans une étude, Antoine Pécoud, dénonce « l'absence de référence à l'idée de libre circulation » dans toutes les réflexions internationales : « Les politiques à l'égard des étrangers se caractérisent donc, encore aujourd'hui, par la "tyrannie du national" (Noiriel, 1991), c'est-à-dire par la prépondérance d'une approche fondée sur l'État et son droit souverain à contrôler la mobilité humaine. »³ Ne reste comme logique du pouvoir que le développement d'une société du contrôle avec des moyens de plus en plus perfectionnés et répressifs qui affectent l'ensemble des rapports sociaux. C'est cette logique que battent en brèche les migrantEs. Quand ils et elles s'affichent « aux yeux de tous », les migrantEs se battent aussi « au nom de tous et toutes ». Contre un ordre qui déshumanise toute la société, détruit jusqu'à l'idée de solidarité. Revenir à l'indifférence serait consentir à cet ordre, accepter tous les reculs. Cela même à quoi les Grecs ont aussi dit non.

Denis Godard

1 – <http://blogs.mediapart.fr/blog/la-chapelle-en-lutte/040715/le-voyage-de-la-mort-premiere-partie-par-yousif-haliem-soudan>
2 – http://cfda.rezo.net/loi%20asile/CFDA_Analyse_PJL_Asile_Final-7-04-15.pdf
3 – <http://ethiquepublique.revues.org/1749>

UGC PARIS BERCY La Fête du Cinéma, ce n'est pas pour tout le monde!

Ce dimanche 28 juin, à l'occasion du lancement de la Fête du Cinéma, les salariéEs de l'UGC Ciné Cité Bercy se sont mis en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et le gel de leurs salaires depuis dix ans. Le taux de grévistes atteignait entre 70 et 75 % selon la CFDT.

C'est à l'issue d'une AG tenue en fin de service, à minuit, sur le toit du cinéma, que le personnel des nuits et week-ends de l'UGC de Bercy ont décidé d'une journée de grève pour le dimanche 28 juin. Un coup de semonce dans l'attente des négociations salariales repoussées. « On devait avoir des discussions sur les salaires le 23 juin mais ils les ont repoussées, à cause de la Fête du Cinéma, en septembre, quand il n'y aura plus autant de clients si on veut foutre le bordel. Donc on a décidé de marquer

quand même le coup pour dire qu'on va pas se laisser faire », nous a expliqué un salarié. « Je travaille là depuis 3 ans, le salaire n'a pas augmenté, au contraire il a baissé... », nous indique une autre salariée. « L'équipe de nuit et des week-ends, c'est surtout des précaires : des artistes, des étudiants, des comédiens... »



La grève c'est pas du cinéma! DR

Construire un mouvement national

L'ambition des salariéEs est de lancer un mouvement social à la rentrée pour la revalorisation salariale et le refus de

la polyvalence imposée au sein de la chaîne UGC. Leur communiqué dénonce notamment l'absence d'augmentation depuis dix ans, et ce alors que l'enseigne engrange des profits constants et est en pleine expansion. Ce gel des salaires, accompagné de la mise en place obligatoire des tickets restaurant entraîne de fait une baisse des revenus. La précarité et la faiblesse de la formation, liées à la multiplication des tâches, créent des conditions de travail toujours plus pénibles. À suivre...

Chloé Moindreau

NOTRE-DAME-DES-LANDES

« Chauffe la lutte » ces 11 et 12 juillet!

Cette année encore, les opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes se rassemblent. Oui encore, car tant que le projet n'est pas abandonné, nous devons continuer de renforcer les solidarités pour construire le rapport de forces qui sera nécessaire pour faire plier Vinci et le gouvernement.

Ce rassemblement s'inscrit cette année dans une nouvelle phase, celle de la fin des recours juridiques et donc de la trêve qui

avait été imposée par le candidat Hollande lors de la campagne présidentielle. Trois jours après la mort de Rémi Fraisse, en digne successeur de Ayrault, Valls

La multiplication des contrats divers et variés permet à la mairie des économies substantielles : à la place d'un fonctionnaire de catégorie C qui avec quelques années d'ancienneté va percevoir autour de 2000 euros, la ville met en place un contrat aidé qu'elle paye au Smic. Ce tour de passe-passe est répété 1600 fois, le nombre de contrats de ce type recensé en 2012 par la CGT services publics parisiens.

Le recours à ce type de contrats aidés est habilement réparti dans tous les rouages de l'administration parisienne, des mairies d'arrondissement aux directions diverses et variées, sans oublier la DRH de la ville. Cela devient une politique : sur fond de casse du service public, diviser les personnels entre titulaires et non-titulaires, et opposer les précaires entre eux.

Ce type de contrat n'est pas une nouveauté, tous les gouvernements et les collectivités territoriales y ont recours depuis les années 80. Ces contrats ne conduisent que rarement vers une embauche, et le plus souvent, c'est retour à la case précarité. La mairie exploite et jette, sans donner la moindre explication sur le non renouvellement d'un contrat.

Pourtant, après intervention de la Cada (commission d'accès aux documents administratifs) auprès de la ville, les 1600 contrats aidés recensés par la CGT montrent que les postes tenus par ces non-titulaires correspondent bien à des besoins réels : des postes de fonctionnaires de catégorie C, B voire A.

Contrats bidons et infractions

La mairie de Paris cumule les infractions au droit du travail... et le détournement d'argent public. Grâce à l'énergie d'une équipe de militantEs de la CGT service public parisien, a été créé un collectif pour défendre les non-titulaires. C'est au bas mot une centaine de dossiers qui ont été montés contre la mairie, cette dernière se croyant au-dessus du droit du travail.

Un contrat aidé comporte deux documents : la convention liant le salariéE, l'employeur et l'État, et le contrat de travail. Mais la ville a fait signer les contrats de travail avant la convention qui met en marche le financement par l'État. De plus, le non-respect de la formation - 120 heures - constitue un abus de bien social. De plus, un contrat aidé est un CDD, et comme le stipule la législation, l'employeur ne dispose que de 48 heures pour remettre l'exemplaire au salariéE. La mairie de Paris, elle, peut prendre plusieurs mois pour le remettre. Pourtant, dans le cas où l'exemplaire destiné au salariéE n'est pas remis dans les 48 heures, il peut y avoir requalification en CDI... Des règles régulièrement violées.

Enfin, le fait d'employer plus de 5 ans une personne en contrat aidé est un recours abusif au CDD.

Devant les prud'hommes ou la cour d'appel, la mairie de Paris a été condamnée à plusieurs reprises, le montant des différentes condamnations atteignant sur l'ensemble des dossiers un million d'euros ! La mairie a aussi été condamnée pour travail au noir à une amende de 300 000 euros.

Certes, la mairie de Paris n'est pas le seul patron voyou, mais c'est la plus grande collectivité territoriale (+ de 40 000 agents territoriaux) qui ne montre pas l'exemple.

Correspondant

MAIRIE DE PARIS **Les pratiques d'un employeur voyou**

L'application de la RGPP (révision générale des politiques publiques) par la mairie de Paris a conduit à une situation, qui explique la généralisation de contrats précaires. En effet, plus de 10 000 agents de la ville et du département ne sont pas titulaires...



Hotel de ville de Paris, siège social d'un patron voyou. DR

PMA **Faire sauter le verrou**

Mercredi 1^{er} juillet, le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) a publié un avis recommandant l'ouverture de la procréation médicalement assistée à toutes les femmes, « quelles que soient leur conjugalité et leur sexualité ». L'avis répond favorablement aux autres aspects revendicatifs comme la déclaration commune anticipée de filiation et la prise en charge financière.

C'est un pas important dans une mobilisation qui semblait bloquée institutionnellement. Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes vient de prendre position dans une démarche d'égalité entre les couples hétérosexuels et, d'une part les autres couples, d'autre part les femmes célibataires. Trois aspects ont été pris en compte : la légitimité, la question sanitaire, et l'enjeu social. D'après le communiqué du HCEfh, « la légitimité de l'homoparentalité et de la monoparentalité ont été reconnues respectivement par l'ouverture de l'adoption aux personnes célibataires en 1996, et par l'ouverture du mariage aux couples de même sexe en 2013. » On ne saurait mieux dire. Il constate que « l'exclusion de l'accès à la PMA des couples de lesbiennes et des femmes célibataires constitue (...) une double discrimination :



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

en raison de leur sexualité ou de leur conjugalité. »

Le débat relancé

Le HCEfh souligne également les « risques sanitaires importants (moindre suivi gynécologique, infections sexuellement transmissibles, etc.) » pris par les femmes recourant à des PMA artisanales, ainsi que la dimension d'inégalité sociale : le coût de la PMA, l'incertitude sur la reconnaissance

de la filiation entre les mères (sic) et l'enfant, et les risques juridiques encourus par les médecins.

L'auto-saisine du HCEfh sur cette question est un geste politique fort, qui relance le débat. On espère que cela permettra de débloquent le verrou que constitue toujours le passage de la question par le Conseil consultatif national d'éthique, en créant un précédent utile.

Chloé Moindreau

APPRENTISSAGE

De la précarité à l'esclavage

Le gouvernement ne cesse de mettre en avant l'apprentissage comme solution miracle contre le chômage qui ne cesse d'augmenter, notamment dans la jeunesse.

Le chômage des jeunes atteint en effet des seuils records, avec un taux de près de 23%. Le nombre d'apprentiEs avait largement diminué au cours des dernières années et le gouvernement a donc décidé de fixer l'objectif de 500 000 jeunes en contrat d'apprentissage dans les années à venir.

Sois (très) jeune, trime et tais-toi !

L'apprentissage est obligatoirement lié à une formation professionnalisante, mais peut débiter dès l'âge de 15 ans. En première année, un apprenti de moins de 18 ans touchera 364 euros, de 18 à 20 ans 41% du SMIC et à plus de 21 ans, 53% du SMIC. Des salaires extrêmement bas pour un travail souvent équivalent à celui d'un salariéE. Les contrats d'apprentissage font le bonheur des entreprises et permettent d'éviter les embauches. Le gouver-



Celui de se faire surexploiter... DR

nement de François Hollande qui n'a de cesse de renforcer les avantages patronaux a d'ailleurs annoncé une nouvelle mesure : les TPE n'auront désormais plus à prendre en charge

ni le salaire ni les cotisations sociales des apprentiEs... désormais rémunérés par l'État !

En plus de coûter peu d'argent, unE jeune en apprentissage est également corvéable à merci. Ainsi, il peut être transféré d'une entreprise à une autre sans qu'on lui demande son avis et voir ainsi son lieu de travail changer du jour au lendemain. La réalité, c'est que quand on est apprenti, on doit se taire et être aux ordres du patron, car au bout du bout, c'est lui qui détermine la validation ou non de la formation.

Un danger pour les jeunes

Plus qu'un outil de lutte contre le chômage, le renforcement de l'apprentissage a pour but essentiel d'alléger toujours plus les « charges » des entreprises et de renforcer la précarité de la jeunesse. Si les taux d'embauche au sortir des formations sont corrects, l'accès au CDI reste extrêmement minoritaire. En outre, après une formation en apprentissage, les jeunes ne peuvent en aucun cas se réorienter vers une autre formation plus générale et sont contraints d'intégrer immédiatement le marché du travail, faute d'équivalence possible.

Face à la politique de ce gouvernement qui précarise les jeunes, accompagne les licenciements et multiplie les cadeaux aux entreprises, il faudra imposer la rémunération des apprentiEs à hauteur des conventions collectives de leur branche mais surtout la fin de tous les contrats précaires, notamment de l'apprentissage, et l'accès pour tous à un CDI. Pour imposer ces mesures, radicalement à l'encontre de la politique de ce gouvernement, il faudra donc se confronter à sa politique, dans la rue, dans la grève et dans l'unité des jeunes et des travailleurEs.

Hermann Krebs

avait d'ailleurs annoncé que « la détermination du gouvernement restait intacte » et que les travaux allaient commencer dès la fin des recours juridiques. Des propos confirmés ces jours-ci par le préfet de Loire-Atlantique qui vient de répéter que « le gouvernement ne tergiverse pas » et que les travaux pourraient commencer dès le rendu des jugements sur les recours environnementaux, à savoir le 17 juillet prochain... L'enjeu pour les gouvernants et le patronat du BTP est donc de démarrer au plus tôt les travaux de destruction de la Zad, c'est-à-dire expulser les occupantEs, au risque de nouvelles mutilations ou d'une nouvelle mort tragique.

C'est pourquoi ce nouveau rassemblement n'est pas une gentille kermesse annuelle mais un véritable rendez-vous politique et festif où se consolide la

lutte contre l'aéroport, s'organisent les résistances et où plus largement se discute aussi un mode de développement alternatif au capitalisme.

Ces 11 et 12 juillet, ce ne sont donc pas moins de 50 débats qui sont proposés aux dizaines de milliers de participantEs : climat, agriculture, nucléaire, répression ou encore emploi. Avec Christine Poupin, le NPA sera à la tribune du meeting politique qui reliera la question climatique, les transports aériens et la protection des sols, des débats sur les mobilisations de la COP21 et sur les promesses de création d'emploi du capitalisme vert.

Deux mondes...

« Chauffe la lutte, pas le climat ! », c'est le mot d'ordre que s'est donné cette nouvelle édition, s'emparant ainsi, à

sa manière du battage gouvernemental autour de la Conférence internationale sur le climat - COP21 - qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 12 décembre. Une manière de dénoncer l'hypocrisie, l'usurpation, de ceux qui, à l'instar du gouvernement français, se targuent d'être exemplaires en matière de lutte contre le réchauffement climatique, alors même que toute leur politique démontre le contraire... À commencer par ce projet d'aéroport pharaonique, absurde sur le plan économique, socialement et écologiquement destructeur. D'ailleurs les promesses des négociations climatiques s'évaporent les unes après les autres, au point que la COP21 ne fixera aucun objectif d'ici à 2030.

Quant aux promesses de création d'emplois par l'aéroport, argument majeur du patronat et du gouvernement, il est

depuis battu en brèche par la CGT. Le syndicat, qui s'était toujours abstenu, vient enfin de prendre position pour le réaménagement de Nantes Atlantique. Plus largement, il s'agit bien de choisir entre deux mondes : celui des aéroports, de la concurrence entre métropoles, des fermes usines, d'un environnement ravagé, des migrations forcées, du mépris des populations, des violences policières... le monde du capitalisme réel. Ou bien celui que zadistes, paysanEs et militantEs, esquissent, un monde où la production répond aux besoins sociaux des populations et respecte leur environnement.

Bertrand Achel et Sandra Cormier

Programme, infos pratiques, etc. :

<http://www.notredamedeslandes2015.org>

Annonces cars, covoiturage, hébergements :

<http://www.annonces-ndl.org>



Les comités en action!

Berrien (29) La lutte, c'est vivifiant!

Le comité des parents et enseignants contre la fermeture d'une classe à Berrien (voir interview du maire Paul Quémener dans *L'Anticapitaliste* n°295) a invité Ugo Palheta, professeur, sociologue et militant, à venir parler de l'inégalité scolaire à partir de ses travaux sur « la domination scolaire ».

Ce lundi 22 juin, ce sont donc une soixantaine de personnes – parents, enseignants, éluEs – qui étaient présents pour écouter mais aussi surtout pour comprendre et participer activement au débat pendant 3 heures.

Sans détour, Ugo Palheta a développé avec précision son propos autour de l'inégalité scolaire tout en ajoutant qu'« il est illusoire de prétendre réformer l'école sans s'attaquer aux inégalités sociales, aux inégalités dans le monde du travail ». En évoquant la ségrégation scolaire, l'école des riches et des « pauvres », voire des ghettos, la baisse dramatique des moyens (on en revient vite à la question des fermetures de classe comme à Berrien), les politiques régressives des gouvernements de « gauche » comme de droite, nous sommes arrivés au cœur des préoccupations des participantEs à cette rencontre.

Le débat et les questions/réponses souvent sous forme de témoignages ont abordé les difficultés scolaires, la casse des services publics, dont la santé, les risques de désertification de certains territoires ruraux, mais aussi des pistes pour résister ensemble et travailler à des pédagogies d'émancipation. Au-delà des fermetures de classe, Paul Quémener a insisté avec justesse sur les risques qui pèsent sur les petites communes dont les compétences sont gravement menacées par le projet de loi NOTRE.

Une soirée très enrichissante, politique, qui montre une vraie effervescence démocratique dans cette commune qui a accueilli quelques jours auparavant un débat sur le Tafta puis le compte rendu d'un voyage en Palestine.

Val-de-Reuil (27) Suppression des « tournées sacoches »! Suppression du péage d'Incarville!

C'est un beau moment de convergence des luttes que nous avons vécu le samedi 27 juin au péage: postierEs en grève contre la « restructuration » (suppression de 10 emplois sur 60) et opposantEs aux péages distribuant ensemble les deux tracts. À cette initiative de « Maintenant ça suffit! » (collectif à l'initiative du NPA et du PCF de Louviers), de nombreux maires étaient présents.

Il en était de même au rassemblement de soutien aux postierEs qui se tenait juste avant, devant le centre de tri de Val-de-Reuil: une bonne centaine de personnes autour des facteurs, très dynamiques et remontés à la veille de leur deuxième semaine de grève. Impressionnant, le rituel de la danse sous les fenêtres de la direction, et ce *On lâche rien!* chanté à pleins poumons en accompagnement de la sono. Les discours ont montré l'attachement des éluEs de tous bords à leurs factrices et facteurs, à leur rôle de lien social et au service public en général. Le représentant du NPA a insisté sur la nécessité d'une lutte d'ensemble pour se dégager des combats le dos au mur, et sur la responsabilité des gouvernements successifs, entraînant les réactions agacées de plus d'un notable...



DR

Deux choses ont donc marqué cette semaine écoulée: l'annonce d'un dépôt de plainte collectif contre la société d'autoroute pour « mise en danger de la vie d'autrui » à la sortie 20 de l'A13 a fait sensation; la vigueur de la grève à La Poste, bien soutenue par la CGT et SUD, qui a surpris la direction, cela dans un centre qui a connu en 15 ans 5 restructurations sans réaction. Malgré la ponction sur les salaires et les quelques défections inévitables à ce stade, le sentiment nouveau de la force collective et la fierté de tenir tête à des dirigeants ignorants des réalités du terrain sont un sacré carburant.

Lundi 6 juillet, l'appel à des taxis payés 6 heures à 300 euros HT pour « assurer la continuité du service public » a fait monter l'exaspération, entraînant le blocage total du centre pour contraindre la direction à revenir sur l'ensemble de ses attaques.

En campagne

Cet été, venez parler révolution aux Rencontres internationales de jeunes!

Du 26 juillet au 1^{er} août auront lieu en Belgique les Rencontres internationales de jeunes (RIJ), un camp de jeunes militantEs et sympathisantEs des idées anticapitalistes et révolutionnaires organisé par la IV^e Internationale, et auquel participent chaque année les jeunes du NPA.

Ces rencontres rassemblent tous les ans plusieurs centaines de personnes venues de toute l'Europe mais aussi d'autres continents. À l'heure où les injustices produites par le système capitaliste n'ont jamais été si flagrantes, où une infime minorité de la population mondiale continue à concentrer entre ses mains 80% des richesses produites et maintient dans la misère et l'exploitation le reste de l'humanité, ce camp est l'occasion dans les différents pays et de commencer à s'organiser contre cette société injuste.

Échanger, débattre, se coordonner

Les RIJ sont l'occasion de prendre la mesure de l'offensive que mènent aujourd'hui les capitalistes et les gouvernements du monde entier contre les jeunes et les travailleurs, mais aussi d'échanger sur les résistances et les luttes qui se multiplient aujourd'hui à l'échelle de la planète:

de la lutte du peuple grec contre les politiques d'austérité aux grèves des travailleurs de la métallurgie de la région de Bursa en Turquie, en passant par la mobilisation des afro-américains contre le racisme d'État et les crimes policiers... et bien d'autres sujets encore!

Ce camp permet d'échanger les expériences, de confronter les points de vue sur les interventions menées par de jeunes militantEs anticapitalistes dans différents pays du monde, c'est-à-dire dans des contextes politiques et économiques bien évidemment différents, mais tout de même marqués par un même approfondissement de la lutte des classes.

À l'heure où des révoltes d'ampleur se déclenchent sur les différents continents face aux conséquences sociales, économiques et environnementales d'un système toujours plus injuste, et où les capitalistes se coordonnent plus que jamais à l'échelle internationale pour faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs, il est nécessaire pour tous ceux qui souhaitent en finir avec cette société de guerre et de misère, de débattre et de tenter de se coordonner bien au-delà des frontières nationales.

Face au poison nationaliste que propage aujourd'hui l'extrême droite mais aussi des franges de plus en plus importantes de la gauche institutionnelle en France et en Europe, nous revendiquons haut et fort notre internationalisme, notre solidarité envers les exploitésEs et les opprimésEs du monde entier. Face à un système capitaliste chaque jour plus mondialisé, nos luttes ne peuvent avoir de frontières.

Un camp auto-organisé

Des formations, des ateliers, des tables rondes auront lieu tout au

long de la semaine, et permettront non seulement de partager des expériences militantes, mais aussi de se cultiver et d'en savoir plus sur la théorie marxiste, sur l'histoire du mouvement ouvrier, sur les luttes des opprimésEs.

Une place importante est laissée au débat dans le camp, notamment concernant le type d'organisations à construire aujourd'hui pour changer la société. Si nous sommes convaincus que face à la crise mondiale du capitalisme, la reconstruction d'organisations en capacité de porter un projet de rupture avec cette société est plus que jamais nécessaire, de nombreux débats existent aujourd'hui à l'extrême gauche sur les délimitations et les bases politiques que celles-ci devraient prendre. Le camp est donc également l'occasion de prendre part à ce débat passionnant!

Enfin, les RIJ sont également un lieu où se retrouver pour faire la fête entre militants partageant la même envie de changer le monde, tout ça dans une ambiance fraternelle et de camaraderie.

Dans le camp, nous tentons de mettre en pratique nos idées et de fonctionner sur le principe de l'auto-organisation. Les tâches de nettoyage, de tenue du bar, de service d'ordre, sont prises en charge collectivement et réparties équitablement entre tous les participantEs et entre les différentes délégations. Tous les comportements sexistes, racistes ou homophobes sont strictement bannis et une monnaie adaptée au pouvoir d'achat des différents pays est mise en place pour réduire les inégalités. Enfin, les RIJ sont l'occasion pendant toute une semaine d'échapper au discours pro-patronal de François Hollande, d'oublier un instant les déclarations xénophobes et réactionnaires de



Marine Le Pen et de commencer à s'organiser pour enfin passer de la révolte à la révolution!

Bref de vraies vacances et le petit aperçu d'un grand idéal...

Le secteur jeune du NPA

Programme: <http://www.npa2009.org/agir/recontres-internationales-de-jeunes-2015-le-programme>

Plus d'infos: contactjeunes@npa2009.org

Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**, **ABONNEZ-VOUS!**



Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

Montigny-le-Bretonneux (78) Un mois d'occupation d'Adecco par les intérimaires sans-papiers.

Vendredi 3 juillet, notre camarade Philippe Poutou est venu apporter son soutien aux intérimaires sans-papiers en lutte (voir *L'Anticapitaliste* n°296). Dans ce local de 50 m² où ils se relayent à plus d'une centaine pour assurer une occupation permanente avec quelques matelas et une porte pour toute ouverture, ils incarnent à la fois une grande précarité et une totale détermination. Avec un grand souci de précision, ils ont résumé à Philippe leurs revendications et les principaux épisodes de la lutte épuisante mais inlassable qu'ils mènent depuis le 10 juin. Leur revendication – commune aux quelque 500 intérimaires de Montigny-le-Bretonneux, de Poissy et des Mureaux mobilisés contre les agences d'intérim Adecco, Manpower ou Randstadt – est simple: obtenir les « attestations de concordance » validant les missions d'intérim réalisées sous des noms d'emprunt pour pouvoir engager auprès de la préfecture leur régularisation.

Si ici le bras de fer se poursuit depuis plus de 3 semaines, c'est que l'enjeu financier pour Adecco est de taille. Pour illustrer l'avantage pour les patrons d'employer des sans-papiers, l'un d'entre eux évoque un travail de plus de 50 heures par semaine pour une rémunération de 600 euros... par mois! Autre enjeu financier, les pénalités pour embauche illégale. Les patrons rusent en parlant d'« usurpation d'identité » prétendument inconnue d'eux...

Pour défendre ses intérêts, Adecco a donc préféré l'attaque à la négociation, et a porté plainte contre



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

l'occupation auprès du TGI de Versailles. Les sans-papiers, qui se sont syndiqués en masse, ont été représentés au tribunal par la CGT et ont pour l'instant collectivement gagné: Adecco a été débouté de sa plainte. Mais ils redoutent maintenant une procédure en appel et surtout des attaques plus individualisées. Le passage de la police pour demander à chacun « ses papiers » et son identité les inquiète beaucoup, et aucun d'entre eux ne sort désormais seul...

La direction s'accommode fort bien de les laisser confinés entre quatre murs, avec le sombre calcul que le temps et la chaleur jouent contre eux. Mais les intérimaires ne se laissent pas intimider, et veulent porter leur combat au grand jour, l'étendre. Une victoire, même partielle, ouvrirait une brèche dans la forteresse de l'intérim.

En échangeant avec Philippe Poutou, c'est au porte-parole qu'ils se sont adressés, lui demandant de faire écho à leur lutte et de la soutenir. C'est ce à quoi Philippe s'est engagé, par tous les moyens dont dispose le NPA.

Poitiers (86) La mobilisation autour de l'ancien théâtre continue!

Les lectrices et les lecteurs de *L'Anticapitaliste* connaissent déjà l'histoire de l'ancien théâtre de Poitiers, un monument culturel qui a depuis longtemps la cote dans le cœur des PoitevinEs. Le maire PS, Alain Claeys, a décidé de brader le théâtre municipal, lieu de culture populaire, à un promoteur privé pour 510 000 euros... afin d'en faire des appartements et des commerces de luxe.

Aujourd'hui, Jacques Arfeuillère, de l'association de défense de l'ancien théâtre, a la formule juste pour pousser les citoyenEs indignés à poursuivre le combat: « *Il faut continuer à se battre d'abord parce que sur le fond, le déni de démocratie est toujours là, la menace sur le chef-d'œuvre de Lardillier est plus que jamais présente; ensuite parce que beaucoup comptent sur cette salle pour répéter, se produire, venir voir l'expression d'une culture populaire et vivante, débattre, vivre la culture ailleurs qu'en vitrine; surtout parce qu'on ne vend pas un théâtre pour en faire des appartements de luxe et des magasins!* »

C'est donc par centaines que l'on se mobilise, en se rendant à chaque fête du collectif, en faisant signer la pétition à plus de 8 000 individus, dont Robert Guédiguian ou Eddy Mitchell... Ce collectif a du sens à Poitiers. Il a permis que se crée localement une vraie opposition de gauche au maire PS dans le domaine culturel et politique. Le NPA 86 participe à ce combat, avec d'autres.

Pour aider financièrement: <https://fr.ulule.com/theatre-poitiers>

Essai

Jardiner sur sol vivant. Quand les vers de terre remplacent la bêche! Gilles Domenech

Larousse pratique, 2015, 14,90 euros

Dans ce petit livre très didactique de 160 pages qui remet en cause de nombreux lieux communs, Gilles Domenech a produit un ouvrage essentiel à tous les jardiniers et amoureux de la terre.

Dans une première partie, l'auteur s'attache à expliquer le fonctionnement du sol et le système sol-plante. Le propos est volontairement simplificateur, ce n'est pas un ouvrage universitaire. Il s'agit d'expliquer les différents flux d'éléments et d'énergie entre les plantes et le sol. Le sol n'étant évidemment pas uniquement un substrat minéral mais un lieu où la vie grouille: la masse des espèces endogées (vivant dans le sol) est supérieure à celle des espèces épigées. Les seuls vers de terre représente 70% de la masse animale terrestre. Dans ce système, les plantes fournissent l'énergie primaire grâce à la photosynthèse qui leur permet de capter le carbone de l'air avec lequel elles vont produire des molécules pour se construire (cellulose, lignine) mais aussi des sucres pour nourrir les organismes qui vivent dans la rhizosphère (autour des racines). Ce sont donc les plantes qui nourrissent le sol, par les deux litières, celle de surface composée des feuilles et des branches qui tombent, ou encore des plantes

mortes, et de la litière souterraine composée des racines mortes (les plantes annuelles laissent évidemment leurs racines mortes dans le sol, quant aux vivaces elles les remplacent tout au long de l'année). La phrase « il faut nourrir la terre » est donc à oublier et à remplacer par « la plante nourrit le sol ». Les plantes et les vers structurent le sol et permettent ainsi à la vie de se développer dans le sol (qui ne doit pas être compacté, l'eau et l'air doivent pouvoir y circuler facilement). Le sol gère la fertilité du sol, il stocke le carbone, les nitrates, et tous les éléments dont les plantes ont besoin. De nombreuses symbioses lient les plantes aux champignons et aux bactéries du sol.

Collaborer avec la nature...

Deux grandes conséquences: pour qu'un sol soit vivant, il faut des végétaux, tout le temps, et il ne faut pas perturber la vie des sols. Il faut donc arrêter tous les travaux du sol et n'opérer qu'en surface: adieu motoculteurs, bêches et autres objets de torture. Ceux-ci tuent



toute vie végétale et une bonne partie de la vie du sol dans les premiers 20 cm, là où justement la vie est la plus active; ils détruisent la structure du sol et en plus ils laissent le sol à nu. Dans un potager, on exporte beaucoup de matière (puisqu'on cultive les légumes pour les manger) et on voudrait en plus augmenter la vie du sol. Il faut donc donner un petit

coup de pouce en apportant des matières organiques. Comment? En semant des intercultures que l'on ne va pas prélever et en paillant avec les branchages tirés d'une haie, les tontes de gazon, en utilisant la végétation spontanée (finis aussi les voyages à la déchetterie...), les déchets de cuisine, plus besoin de composter (avec des exceptions comme les toilettes sèches). Ce livre n'est pas un manuel de jardinage mais il ouvre des pistes sur différentes techniques (semis direct, « engrais verts », etc.). Plusieurs jardins d'amateurs sont décrits avec leurs particularités. Avec cette nouvelle manière de jardiner, on collabore avec la nature, on ne la combat pas; on ne cherche pas à la dominer, on encourage au contraire la biodiversité. Jardiner n'est plus une corvée: plus de tâches éreintantes, toutes et tous peuvent participer! Et le plaisir de ne plus avoir à passer à la pompe ou chez les marchands de matériel de motoculture n'est pas négligeable, et un premier pas vers l'autonomie...

François Favre

Feuilleton de l'été

**La forêt précède les hommes
Le désert les suit (Mur Odéon 1968)**

Nous rentrons de plain pied dans l'été, et notre page culture s'ouvre à la lecture. Cette semaine et dans les trois prochains numéros (jusqu'à la suspension de notre publication durant le mois d'août), nous publions une nouvelle d'Iwata Tate en 4 épisodes. Qu'elle en soit ici remerciée... et bonne lecture.



MICHEL HASSON

Air de solitude

Ysé tournait à son doigt l'anneau magique qui invoque les fées du silence, les génies de l'oubli, les elfes de la nuit. La demeure héritée de ses aïeules, les femmes de sa lignée, était établie à l'écart du village. Déjà la nuit contemplait les étoiles et de là-bas lui parvenait le frappeur multiple des fonios, un maelström d'odeurs et de cris, un empêtrement d'hommes et de bêtes. Plus tard, comme toujours, des ravageurs inconnus se nourriraient de plats oubliés, feraient basculer les clôtures et s'enfuiraient devant les ombres de plus grande taille. À l'heure convenue, le jeune garçon apporterait un bol de manioc épicé, la calebasse d'eau limpide qui ne contient pas les germes de la fièvre. Et comme toujours, Ysé se tenait sur le seuil, elle songeait aux paroles de sa mère qui les tenait de la sienne et parlait d'une époque où une pluie rafraîchissante tombait sur un horizon toujours vert. Mots passés de génération en génération, mots précieux, aujourd'hui incompréhensibles. En ce temps-là, ses ancêtres présidaient à des lieux à la ronde à toutes les récoltes et semailles pour conjurer l'âme obstinée des choses.

Mais sa mère, jamais, ne lui avait parlé du don.

Ne rien révéler, Ysé l'avait toujours su, surtout pas au forgeron dont le brasier attirait les enfants comme la flamme attire les papillons, encore moins au chef du village, le grand maquignon des affaires louches, ce que tout le monde savait, et qui s'en moquait bien. Le temps avait passé, depuis la bamboula du ventre plein, jusqu'à cet univers limité de petit confort, de petits désirs, une sorte d'existence inerte et close rompue par quelques rares clients encore convaincus que le monde muet était fait de signes, entichés de passions ritualistes et venus réclamer la libération des superstitions torturantes de leur race.

Ysé restait assise à l'entrée de sa maison, les mains apaisées posées sur ses genoux, les paumes tournées vers le haut. Elle en contemplait les veines qui sillonnaient la peau rugueuse. L'indigo sombre de sa robe remontée jusqu'au genou s'harmonisait avec les tons du crépuscule et découvrait des jambes informes et noires, des pieds calleux qui n'avait jamais connus de chaussures. Parfois, d'une main incertaine, elle effleurait son visage comme elle aurait fait d'une poterie ingrate ébréchée ici et là.

Le don était accordé à intervalles réguliers, quand la lune atteignait son premier quartier. Depuis l'aube, tout son être recroquevillé dans un calme effroi, elle attendait.

D'ordinaire, l'enfant craintif ne s'approchait pas. Il déposait la nourriture et l'eau à proximité avant de s'en aller prestement. Mais ce soir entre tous les soirs il entra sans trop d'assurance, résolument toutefois, posa les vivres près d'Ysé et s'assit devant elle jambes croisées. Son vieux pantalon roux descendait à peine aux chevilles; ses épaules et ses omoplates saillaient par les déchirures de sa chemise.

– Cauris? demanda-t-il.

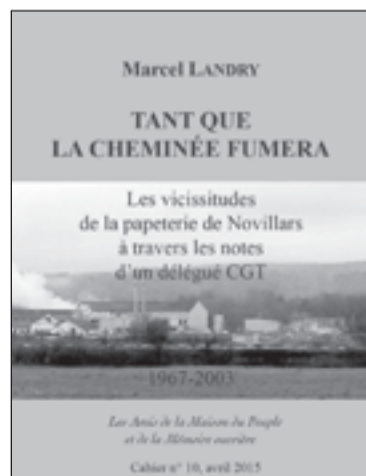
Iwata Tate

Histoire

Tant que la cheminée fumera, Marcel Landry

Cahiers n°10 des Amis de la Maison du peuple et de la mémoire ouvrière

La dynamique association bisontine des Amis de la Maison du peuple et de la mémoire ouvrière publie, déjà, son dixième Cahier¹. En fait de Cahier, c'est un livre de 220 pages de Marcel Landry, responsable CGT aux papeteries de Novillars (banlieue de Besançon, Doubs, 25) qui est offert à la lecture. Désormais retraité, Marcel a travaillé dans cette papeterie de 1967 à 2003, y a animé de nombreux conflits et passé sa vie professionnelle. Il faut dire que Marcel avait de qui tenir, puisque son père était déjà ouvrier-papetier. Plus que des souvenirs d'un militant sur une entreprise qui fut autrefois très importante (jusqu'à 600 travailleurs à la fin des années 50), son témoignage se lit aussi comme un aperçu des transformations techniques et technologiques de la production papetière. D'ailleurs le livre commence par une présentation de la papeterie qui commence en 1882, preuve que l'histoire de ce qui deviendra en 1960 La Rochette Cenpa est prise en compte dans cet ouvrage. Illustrés de nombreuses photographies et documents, les quatre chapitres de l'ouvrage permettent aux lecteurs de se faire une idée assez précises des évolutions du



métier et des conditions de mobilisation de ses salariés. Une page de l'industrie papetière, de la vie ouvrière et syndicale de la région bisontine très agréable à lire.

Georges Ubbiali

1 – Pour se procurer le livre, chèque de 13 euros à l'ordre des « Amis de la Maison du peuple » à Claude Barbe, 10 chemin de Canot, 25000 Besançon. Si intéressé par les activités de l'association ou pour en savoir plus sur les Cahiers précédents, contacter Georges Maurivard, son président: Geo.maurivard@orange.fr ou 03 81 58 82 12. Les Amis de la Maison du peuple éditent aussi une lettre régulière dont le 100^e numéro a récemment été publié.

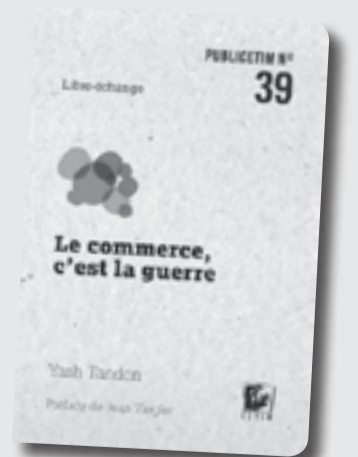
Essai

Le commerce, c'est la guerre, Yash Tandon

CETIM, 2015, 15 euros

Le titre s'attaque directement à un des postulats libéraux selon lequel les échanges commerciaux sont un facteur de paix. « L'effet naturel du commerce est de porter la paix », écrivait ainsi Montesquieu au milieu du XVIII^e siècle à l'aube du capitalisme moderne. Ce que vise l'auteur, ancien haut-fonctionnaire ougandais, c'est le commerce international, l'OMC et plus particulièrement les relations entre l'Union européenne et les pays africains dans le cadre des « accords de partenariat économique ». On trouvera donc dans ce livre des informations utiles sur ces points et sur les mécanismes à l'œuvre, très éclairantes sur les rapports de forces et les offensives contre le développement des pays du Sud que dissimulent

COMMANDEZ TOUTS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44



les bonnes paroles des négociateurs commerciaux. Pour le reste, la philosophie de l'auteur et la stratégie non-violente qu'il préconise pour changer le mode apparaissent plus nébuleuses.

Henri Wilno



L'Anticapitaliste | Libre expression

GRÈCE « L'union nationale, ce serait comme si le référendum n'avait pas eu lieu »

Entretien. Dirigeant de DEA (Gauche ouvrière internationaliste, composante de Syriza), **Antonis Ntavanellos** est membre de la direction de Syriza. Au lendemain de la victoire du Non, il nous livre ses analyses sur la situation ouverte en Grèce.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MLO

Quelle est la situation après cette grande victoire du Non ?

Il faut d'abord revenir sur la bataille du référendum : une confrontation entre les classes. Du côté du Oui, d'abord la bourgeoisie, ensuite les classes moyennes supérieures qui ont encore de l'argent dans les banques. Du côté du Non, les travailleurs, les pauvres, ceux qui ont perdu leur emploi. Dans la coalition du Oui, il y avait tous ceux qui ont dirigé la Grèce depuis des décennies : les grands capitalistes, les ex-Premiers ministres, l'ex-roi de Grèce, la droite, le Pasok, ainsi que les sociaux-libéraux de To Potami.

cadres dans les entreprises et les quartiers : de vraies différenciations commencent à apparaître.

Peux-tu nous expliquer pourquoi la Confédération des syndicats du secteur privé a pris position pour le Oui ?

Cette confédération est dirigée par le Pasok en alliance avec la droite. Ce sont des bureaucrates qui s'accrochent à leurs postes de manière totalement anti-démocratique. Il y a un grand énervement à la base sur ce sujet. Ils vont payer pour ça.

Aube dorée, les néo-nazis, avait pris position pour le Non ?

Officiellement Aube dorée soutenait le Non. Mais en réalité, durant la campagne, ils n'ont pas eu d'activité en ce sens. À la lecture de leur presse, on ne pouvait pas savoir clairement s'ils étaient pour le Oui ou le Non. Ils ont surtout mené une propagande contre les « bolcheviks » du gouvernement, et ont fait des appels du pied un peu déguisés à l'armée qui un jour devra agir pour garantir la continuité de l'État grec et de ses intérêts... Aujourd'hui Aube dorée attend la suite des événements.

Après la victoire du Non, comment expliquer la réunion d'union nationale tenue par Tsipras hier (lundi 6 juillet) avec les dirigeants des principaux partis du Oui pour un appel commun ?

Il faut comprendre les contradictions de Syriza. Ce n'est pas un parti de l'austérité, et il a donc été impossible pour Tsipras d'accepter les propositions des créanciers. En même temps, dans Syriza, il y a des différences politiques et stratégiques très importantes. La ligne politique de la majorité est de trouver un compromis « réaliste », mais ils sont maintenant dans une situation très difficile pour deux raisons. D'abord, je crois que l'Union européenne va adopter une position très dure et ne pas leur laisser de marges pour négocier.

De plus, la base sociale de Syriza et de la gauche grecque est plus mobilisée qu'avant le référendum. Il faut aussi comprendre qu'il y a une grande confusion, une désespérance devant la situation économique, d'abord au vu de la situation des banques qui peuvent ne plus fonctionner dans quelques jours. La majorité de Syriza est donc face à des décisions très difficiles. La recherche de l'union nationale ne donnera sans doute rien. Mais de toute façon, il faut arrêter ça, et on va se battre, c'est le moment. Personne au sein de la Plateforme de gauche de Syriza ne soutient le document sorti de cette réunion de présidents des partis avec le président de la République grecque. Dans la situation actuelle, il ne suffit pas d'expliquer, il faut militer contre cette ligne politique car ce serait comme si le référendum n'avait pas eu lieu.

Tsipras va déposer des propositions à Bruxelles ?

Au moment où nous parlons, on ne les connaît pas exactement. Les dirigeants européens ont de toute façon une position très dure. S'il n'y a pas d'accord complet, certains parlent d'un accord intérimaire : la Grèce recevrait les crédits nécessaires pour payer la BCE, il y aurait

Est-ce qu'il existe un plan B en cas d'échec des négociations ?

Officiellement non. La position officielle de la direction de Syriza est de trouver une solution « en Europe ». Mais après le référendum, la discussion sur les perspectives alternatives est devenue

Après le référendum, la discussion sur les perspectives alternatives est devenue plus ouverte dans la société.

plus ouverte dans la société. Il y a partout des camarades qui discutent de ce qu'il faut faire s'il n'y a pas d'accord avec les créanciers, d'accord acceptable, et ça, c'est nouveau.

Il commence à y avoir de larges discussions sur la nécessité de changer les dirigeants de la Banque centrale de Grèce et sur la nationalisation des banques. Il faudrait aller très vite vers un contrôle des mouvements de capitaux et des mesures de protection de la population. S'il n'y a pas d'accord à Bruxelles, la question du contrôle des banques va devenir rapidement brûlante.

Un dernier point que tu voudrais souligner ?

Je voudrais revenir sur la question de la solidarité internationale. Elle nous a beaucoup aidés pendant la campagne du référendum. Partout des gens, y compris des travailleurs, discutaient de ce qui se passe en Espagne, en Irlande, au Portugal, etc. Et ça continue d'être essentiel, car la population comprend que si nous restons seuls, nous serons vaincus. Tout le monde ici discute de l'Espagne. Il faut renforcer la solidarité internationale. **Propos recueillis par Henri Wilno le mardi 7 juillet au matin**

La base sociale de Syriza et de la gauche grecque est plus mobilisée qu'avant le référendum.

Les résultats du vote ont confirmé cette polarisation : le vote Non a été le plus fort dans les quartiers populaires. Un point important : le Non a été majoritaire, non seulement au niveau national mais dans toutes les régions de Grèce. Le centre politique du Non a été Syriza. Mais un nouveau cadre politique commence à se dégager. Le sectarisme a été surmonté, et Antarsya a non seulement pris position clairement pour le Non, mais a fait campagne dans la rue, dans les quartiers, dans les régions. De nouvelles relations sont en train de se créer entre la gauche de Syriza et Antarsya. C'est une bonne nouvelle, et pas seulement pour nous, DEA, et avec la Plateforme de gauche nous allons réfléchir aux moyens de consolider cette unité. Quant au KKE, il a fait une campagne abstentionniste sur « Non au Oui et Non au Non », mais la direction n'a pas été suivie par bon nombre de militants et de

Vu ailleurs

Le Monde CHILI : LA MÉMOIRE DU STADE.

Lors du match d'ouverture de la Copa America entre le Chili et l'Équateur, le 11 juin, les 48 000 spectateurs de l'Estadio nacional, à Santiago, ont entonné en chœur l'hymne chilien. L'une des tribunes était recouverte d'un immense drapeau sur lequel on pouvait lire : « Un peuple sans mémoire est un peuple sans futur. »

Cette partie du stade est aujourd'hui un mémorial. Théâtre de la plus vieille compétition de football (la Copa America fêtera ses 100 ans en 2016) qui accueillera la finale, samedi 4 juillet, l'Estadio nacional fut aussi l'un des plus grands centres de détention et de torture instauré sous la dictature Pinochet. « Ici, les gens ont perdu leur dignité », témoigne José Manuel Mendez, ancien détenu, en fixant les bancs en bois qui n'ont pas changé. Comme lui, des centaines de personnes ont été enfermées dans les tunnels du stade, dormant à même le sol. Des « prisonniers de guerre », massés comme du bétail. Figure principale de la Corporation pour la mémoire nationale des ex-prisonniers politiques, M. Mendez se souvient : « Une camaraderie se créait. On survivait comme on pouvait. On écrivait sur les murs avec ce que l'on avait : bouts de verre, clous, clés. On devait laisser une preuve de notre passage. » Plus de quarante ans après le coup d'État, le gouvernement chilien n'a jamais publié de liste officielle de prisonniers. « L'armée affirmait qu'il y avait 3 000 internés. Mais je vous assure que j'ai vu le stade totalement rempli de prisonniers », affirme José Manuel Mendez. Protégée constamment par des militaires, l'enceinte n'était accessible à aucun civil. « C'était une forteresse isolée », explique Mendez. Le stade a été vidé une seule fois. Sous la pression de la Fédération internationale de football (FIFA), le général Pinochet accepte de déplacer les prisonniers le temps d'un match de qualification à la Coupe du monde 1974.

« La mémoire du Chili enfouie dans son stade », Ruben Curiel, le Monde, samedi 4 juillet 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org